Statistiques économiques

Financement

à long terme

du secteur public

Québécois

1987

75 ANS DE FIABILITÉ

Bureau de la statistique du Québec

Pour tout renseignement concernant le BSQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser au:

Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
Deuxième trimestre 1988
ISBN 0-550-18720-2

Tirage limité.
Toute reproduction ou utilisation du contenu
de cette publication est autorisé à condition
de mentionner la source.

Présentation

Cette publication annuelle du Bureau de la statistique du Québec traite des emprunts à long terme du secteur public québécois et de ses composantes. Son but est de répondre aux besoins des utilisateurs d'informations relatives aux activités financières des administrations et entreprises publiques en recueillant de façon uniforme et régulière des données propres à chacune d'entre elles. Elle constitue aussi une base de données comparables, d'un niveau de gouvernement à l'autre et d'une période de référence à l'autre.

Fruit d'une enquête menée par la Direction des statistiques financières, elle informe sur la demande de financement à long terme du secteur public québécois et sur son comportement comme emprunteur sur les marchés des capitaux.

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
-	Néant ou zéro
--	Donnée infime
r	Donnée révisée
p	Donnée provisoire

Abréviations

CAN	Dollar canadien
DM	Mark allemand
Euro	Euro-dollars
FS	Franc suisse
US	Dollar américain
YJ	Yen japonais

Avertissement: En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Cette publication a été réalisée par: Sylvie Jean
de la Direction des statistiques financières

Pour tout renseignement concernant le contenu de cette publication:

Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André, 4e étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5020

Modifications apportées à la présente édition 9

Organigramme du secteur public au Québec 11

Introduction 13

Partie I
Faits saillants

Chapitre 1
Le financement obtenu par le secteur public québécois en 1987 17

La demande globale de financement 17
La demande de financement par composante 19
Le financement selon la monnaie 22

Chapitre 2
Les emprunts du secteur public québécois sur les marchés financiers 25

La valeur nominale des emprunts bruts annuels 25
Le coût réel à l'emprunteur 26
La politique monétaire 27
La durée des emprunts 29

Conclusion 31

Partie II
Détail des emprunts à long terme du secteur public québécois

Tableaux statistiques 35

Annexe
Notes méthodologiques 67

Liste des tableaux

A Emprunts bruts à long terme et indicateurs économiques, 1983-1987 17

B Part relative des composantes du secteur public québécois dans la demande de financement, 1986-1987 21

C Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, par organisme, 1986 et 1987 22

D Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, par monnaie, 1986-1987 26

1 Financement à long terme du secteur public québécois et indicateurs économiques, 1983-1987 35

2 Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, 1982-1987 36

3 Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur 1982-1987 37

4 Valeur annuelle des emprunts à long terme des administrations locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, 1982-1987 38

5 Valeur annuelle des emprunts à long terme des institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux, Québec, 1982-1987 39

6 Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1986 et 1987 40

7 Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1986 et 1987 41

8 Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, janvier-décembre 1987 42

9 Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme du gouvernement du Québec, janvier-décembre 1987 44

10 Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme des administrations locales, Québec, janvier-décembre 1987 46

11 Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier-décembre 1987 47

12 Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme des commissions scolaires, Québec, janvier-décembre 1987 48

13 Valeur mensuelle des emprunts à long terme des administrations locales, Québec, janvier-décembre 1987 49

14 Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, janvier-décembre 1987 50

15 Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, janvier-décembre 1987 52

16 Valeur mensuelle des emprunts à long terme du gouvernement du Québec selon le mode de vente et la monnaie, janvier-décembre 1987 54

17 Valeur mensuelle des emprunts à long terme des commissions scolaires, Québec, janvier-décembre 1987 56

18 Détail des emprunts à long terme des ministères, janvier-décembre 1987 57

19 Détail des emprunts à long terme des fonds spéciaux, janvier-décembre 1987 59

20 Détail des emprunts à long terme des cégeps, Québec, janvier-décembre 1987 60

21 Détail des emprunts à long terme des institutions publiques de santé et de services sociaux, Québec, janvier-décembre 1987 61

22 Détail des emprunts à long terme des universités, janvier-décembre 1987 62

23 Détail des emprunts à long terme des communautés urbaines et régionales, janvier-décembre 1987 62

24 Détail des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier-décembre 1987 63

25 Détail des emprunts à long terme des entreprises provinciales autres que Hydro-Québec, janvier-décembre 1987 64

26 Détail des emprunts à long terme des entreprises publiques de transport en commun, Québec, janvier-décembre 1987 65

Liste des graphiques

1 Emprunts à long terme du secteur public québécois, par organisme, 1982-1987 19

2 Variation des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1987/1986 20

3 Emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, 1982-1987 23

4 Écart entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis, 1985-1987 28

5 Taux de rendement mensuel des obligations du secteur public québécois et du gouvernement du Canada, 1987 29

6 Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme pour certaines composantes, 1986-1987 30

Modifications apportées à la présente édition

Certains changements ont été apportés à la présente publication. Ces changements ont occasionné plusieurs révisions des données historiques. Les universités autres que l'Université du Québec font maintenant partie de l'univers du secteur public québécois. À cet effet, on pourra consulter la publication Univers du secteur public au Québec 1987 du Bureau de la statistique du Québec.

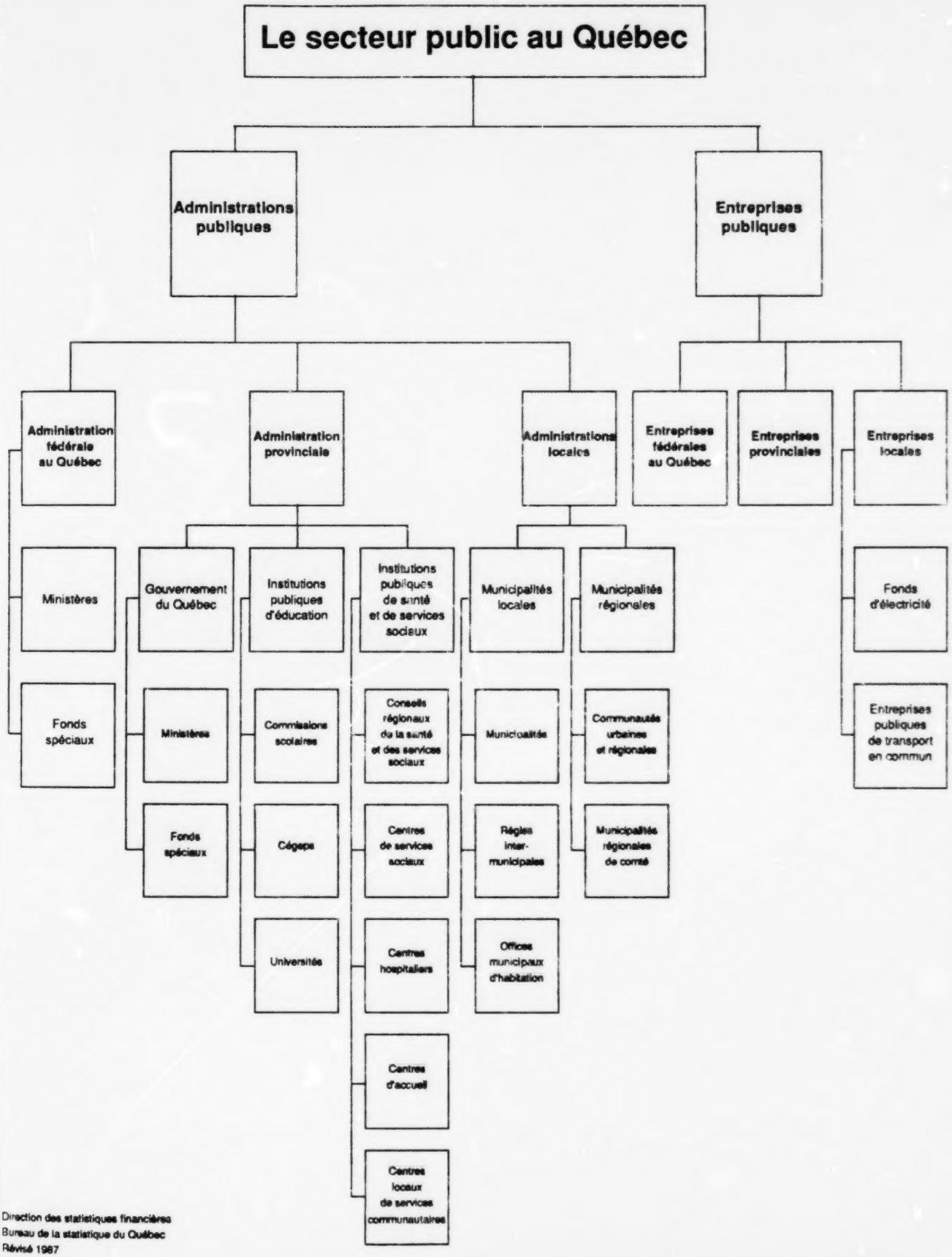
Les emprunts des corporations d'hébergement du Québec étaient compilés avec les institutions de santé et de services sociaux; ils le sont maintenant avec les fonds spéciaux.

Les données sur la population au Québec ont été révisées, notre source ayant été changée. Il s'agit maintenant du catalogue 91-002 de Statistique Canada.

On notera aussi que les données sur le gouvernement du Québec sont maintenant ventilées entre les ministères et les fonds spéciaux dans tous les tableaux historiques, ceci afin d'éviter toute ambiguïté. En effet, les fonds spéciaux sont des organismes appartenant au gouvernement provincial, toutefois ils sont souvent assimilés aux sociétés d'État.

Finalement, un tableau a été ajouté. Il s'agit du tableau Détail des emprunts à long terme des entreprises provinciales (autres que Hydro-Québec).

Le secteur public au Québec



Direction des statistiques financières
Bureau de la statistique du Québec
Révisé 1987

La publication Financement à long terme du secteur public québécois comporte deux parties. La première partie présente les faits saillants de la demande de crédits du secteur public québécois selon les principales caractéristiques, telles l'origine de la demande de fonds ainsi que les sources de financement à long terme.

Cette partie situe également le secteur public québécois en tant qu'emprunteur sur les marchés des capitaux, en évaluant la part relative de ses emprunts à long terme au Canada et en identifiant les bénéficiaires des fonds provenant de ces marchés financiers. De plus, elle décrit le comportement des coûts réels des emprunts du secteur public québécois. Ces constatations précèdent un bref exposé sur l'évolution de la situation financière en 1987. Cette première partie se termine par un examen de la durée des emprunts à long terme du secteur public québécois.

La deuxième partie se compose d'une série de tableaux statistiques. Ces derniers fournissent l'information détaillée des emprunts à long terme de la plupart des composantes du secteur public québécois. Les municipalités et les commissions scolaires font exception étant donné le grand nombre d'emprunts de ces composantes. À partir de ces tableaux de base sont construits des tableaux de classification selon les caractéristiques d'emprunts. On y retrouve des tableaux qui présentent la valeur totale des emprunts à long terme du secteur public ainsi que les coûts réels moyens sur une base mensuelle et annuelle, selon l'emprunteur et la monnaie, de même qu'un tableau sur la durée moyenne des emprunts.

Les notes méthodologiques que l'on retrouve à l'annexe renferment une information de base sur les emprunts bruts du secteur public que le lecteur aurait intérêt à consulter avant d'entreprendre la lecture de la publication.

LA DEMANDE GLOBALE DE FINANCEMENT

Après avoir enregistré une hausse de 19,9 % en 1986, les emprunts bruts à long terme du secteur public québécois diminuent de 16,9 % en 1987. Ils se chiffrent à 7,7 milliards de dollars comparativement à 9,2 milliards de dollars en 1986.

Parmi les composantes qui ont diminué leurs emprunts, on retrouve principalement les ministères qui comptent pour 59,7 % de la baisse, les fonds spéciaux 16,4 % et les communautés urbaines et régionales 8,4 %. Pour leur part, les municipalités, les institutions de santé et de services sociaux et les cégeps ont augmenté leurs emprunts. Le taux de croissance annuel composé des emprunts pour l'ensemble de la période 1983-1987 a été, pour sa part, de 5,8 % comme l'indique le tableau A.

Les effets conjugués de la baisse des emprunts du secteur public québécois et de la faible augmentation de la population se traduisent par une diminution des emprunts publics bruts annuels per capita. De 1 412 $ qu'ils étaient en 1986, ils représentent 1 163 $ en 1987.

Au niveau canadien, le montant des émissions brutes d'obligations directes ou garanties par le gouvernement du Canada, les provinces et les municipalités permet de situer de façon approximative la demande globale de financement du secteur public québécois par rapport à l'ensemble du secteur public canadien.

Ainsi, comparativement à la baisse de 16,9 % des emprunts du secteur public québécois, les organismes publics provinciaux et municipaux du Canada, incluant le Québec, affichent

Tableau A
Emprunts bruts à long terme et indicateurs économiques, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987	Taux de croissance				Taux annuel composé
						84-83	85-84	86-85	87-86	87-83
	000 000 $					%				%
Secteur public québécois	6 128r	6 680r	7 705r	9 238r	7 675	9,0	15,3	19,9	-16,9	5,8
Gouvernement du Canada[1]	25 285	29 869	34 921	26 384r	36 395	18,1	16,9	-24,4	37,9	9,5
Provinces et municipalités (Canada)[1]	18 088	16 871r	16 273	22 872r	15 877	-6,7	-3,5	40,6	-30,6	-3,2
PIB au prix du marché	92 274r	100 962r	109 076r	119 439	..	9,4	8,0	9,5	..	..
Revenu personnel	83 950r	91 559r	99 374r	105 545	..	9,1	8,5	6,2	..	..

1. Obligations émises ou garanties.

Sources: Banque du Canada. Revue de la Banque du Canada. Février 1988.
Bureau de la statistique du Québec.

avec 15,9 milliards de dollars empruntés en 1987 une baisse de 30,6 % de leur demande de crédit. Quant au gouvernement du Canada, il hausse ses emprunts de 37,9 % pour les porter à 36,4 milliards de dollars. La part du secteur public québécois dans la demande globale de financement de l'ensemble du Canada passe ainsi de 13,8 % en 1986 à 11,6 % en 1987.

Compte tenu de certains facteurs structurels, la demande de financement du secteur public québécois se situe à un niveau plus élevé qu'ailleurs au Canada. À titre de comparaison, mentionnons qu'en 1987, les emprunts bruts des provinces et des municipalités représentent 619 $ per capita contre 1 163 $ au Québec1.

Plusieurs facteurs se conjuguent pour expliquer cette demande relativement importante de financement du secteur public québécois en regard du secteur public canadien. Notons les rôles différents que jouent la Caisse de dépôt et placement du Québec et le Régime de pensions du Canada (RPC) dans le financement de ces secteurs publics respectifs ainsi que le fardeau d'endettement au palier municipal relativement plus élevé au Québec en raison des méthodes différentes de financement des infrastructures.

En effet, la demande relativement élevée de capitaux faite par le secteur public québécois, et en particulier par le gouvernement du Québec, dépend en partie des politiques de placement de la Caisse de dépôt et placement du Québec qui diffèrent de celles du Régime de pensions du Canada (RPC). Brièvement, mentionnons que les contributions perçues dans les autres provinces en vertu du RPC sont investies en obligations à long terme de chaque province. Ces obligations non négociables ne sont pas comptabilisées comme des emprunts publics par les gouvernements de ces provinces.

Les fonds de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont investis non seulement dans l'achat d'obligations des différents organismes du secteur public québécois, mais aussi dans l'acquisition de titres du secteur privé. Les emprunts du secteur québécois auprès de la Caisse de dépôt et placement sont négociés aux taux prévalant sur le marché financier et sont comptabilisés parmi les emprunts à long terme du secteur public.

Enfin, les coûts encourus pour viabiliser les terrains au Québec sont financés par les emprunts obligataires des municipalités alors qu'ils sont généralement financés par des emprunts hypothécaires des particuliers dans les autres provinces. Il s'ensuit que le fardeau hypothécaire assumé par les propriétaires individuels est moins élevé au Québec, tandis que l'endettement assumé par les municipalités est plus important. Ce facteur explique une demande de financement relativement plus élevée de la part des municipalités du Québec que celle des autres provinces.

De 1983 à 1987, la demande de financement du secteur public québécois connaît certaines variations. Ces mouvements irréguliers sont dus bien sûr, à des écarts significatifs d'une année à l'autre dans les sommes empruntées par les principaux intervenants du secteur public québécois mais également à l'apparition sporadique

1. Sources: Banque du Canada. Revue de la Banque du Canada. Février 1988.
Bureau de la statistique du Québec.

quelques entreprises publiques sur les marchés financiers. La baisse de la demande de financement du secteur public québécois, en 1987, résulte principalement de la baisse significative des emprunts du gouvernement du Québec.

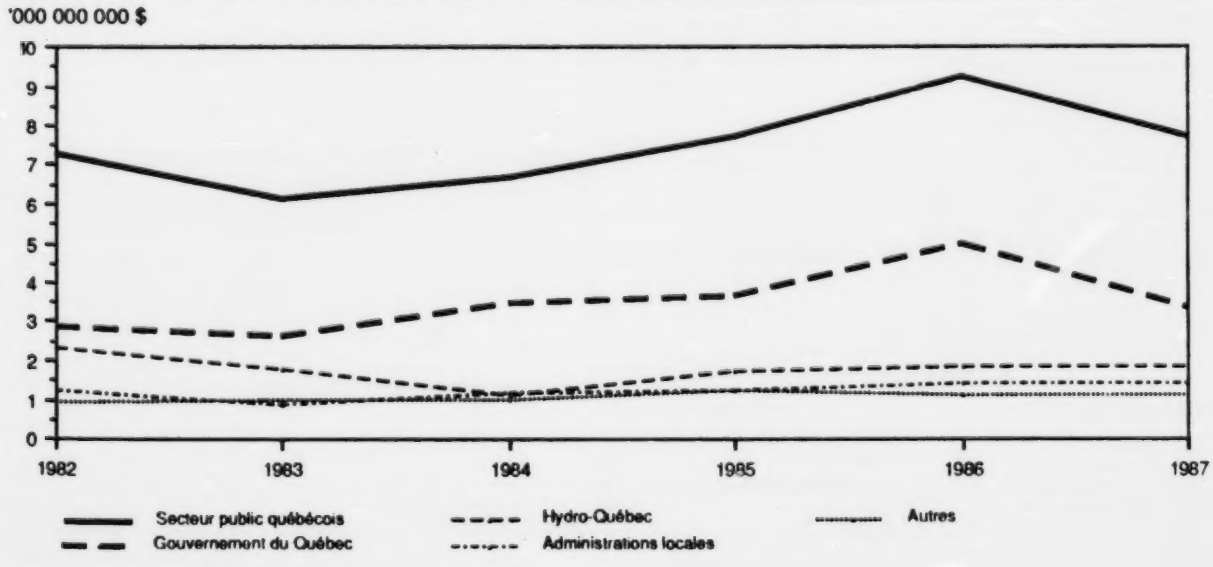
LA DEMANDE DE FINANCEMENT PAR COMPOSANTE

Le gouvernement du Québec a enregistré en 1987 une diminution de 32,2 % de ses emprunts par rapport à 1986, il demeure l'emprunteur le plus important du secteur public québécois avec des emprunts d'une valeur globale de 3,3 milliards de dollars (2,8 milliards pour les ministères et 0,5 milliard pour les fonds spéciaux).

Hydro-Québec occupe une fois de plus le second rang avec des emprunts de 1,8 milliard. Ce montant représente une hausse de 1,2 % par rapport à 1986.

Les municipalités locales demeurent l'emprunteur le plus important des administrations locales avec des emprunts s'élevant à quelque 1,3 milliard de dollars, soit 18,1 % de plus qu'en 1986. Les communautés urbaines et régionales suivent avec des emprunts de 89,1 millions de dollars, enregistrant une baisse de 66,4 % par rapport à 1986. Quant aux MRC, elles n'ont pas fait d'emprunt en 1987. Les emprunts totaux des administrations locales totalisent donc 1,4 milliard de dollars, ce qui constitue une hausse de 1,8 % par rapport à 1986.

Graphique 1
Emprunts à long terme du secteur public québécois, par organisme, 1982-1987



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Les autres composantes du secteur public québécois réalisent des emprunts d'une valeur de près de 1,1 milliard de dollars en 1987, soit une diminution de 1,9 % par rapport à 1986. Toutefois, la répartition des emprunts entre les différentes composantes a subi plusieurs modifications.

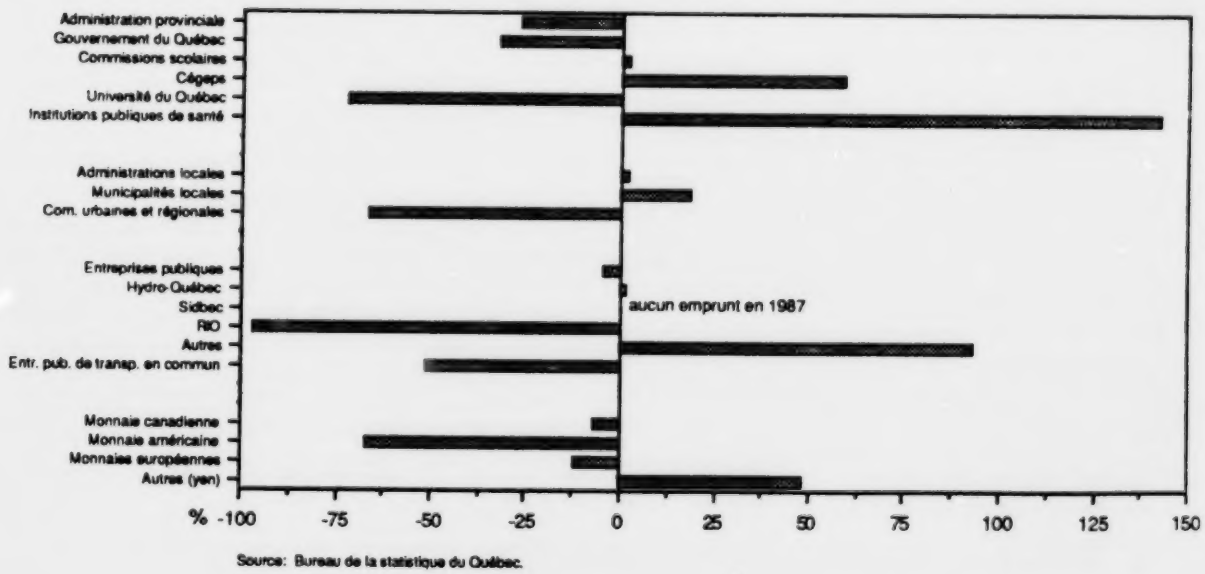
En effet, les institutions publiques d'éducation ont diminué globalement leurs emprunts de 1,6 % en 1987. Ainsi, les commissions scolaires ont réalisé des emprunts de 372,8 millions de dollars en 1987, ce qui représente une hausse de 2,2 % par rapport à 1986 alors que les cégeps ont emprunté 242,2 millions de dollars, soit une hausse de 59,1 % par rapport à 1986. Quant aux emprunts des universités, ils totalisent 42,0 millions de dollars en 1987 comparativement à 151,0 millions de dollars en 1986, soit une baisse de 72,2 %. Les emprunts des institutions publiques d'éducation totalisent donc 657,0 millions de dollars en 1987.

Les institutions publiques de santé et de services sociaux quant à elles, ont emprunté 178,8 millions comparativement à 73,8 millions en 1986, soit une hausse de 142,3 %.

Quant aux entreprises publiques autres qu'Hydro-Québec, leurs emprunts s'élèvent à 248,3 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 31,5 % par rapport à 1986.

La Régie des installations olympiques a diminué ses emprunts de 96,7 %, de 151,6 millions en 1986,

Graphique 2
Variation des emprunts à long termes du secteur public québécois, 1987/1986



Source: Bureau de la statistique du Québec.

ils sont passés à 5,0 millions en 1987. Sidbec n'a effectué aucun emprunt en 1987, alors qu'en 1986 ses emprunts totalisaient 28,0 millions.

Quant aux entreprises publiques de transport en commun, elles ont emprunté 37,2 millions de dollars en 1987 par rapport à 76,4 millions de dollars en 1986.

Ces variations au niveau des sommes empruntées entraînent en 1987 quelques changements dans la structure de la demande de capitaux du secteur public québécois, tel qu'on peut le voir au tableau B. Les trois principaux emprunteurs, soit le gouvernement du Québec, Hydro-Québec et les administrations locales (municipalités, communautés urbaines et régionales et municipalités régionales de comté) demeurent responsables de la majorité des emprunts, leur part cumulative étant de 85,9 % en regard de 88,0 % l'année précédente.

Le gouvernement du Québec voit sa part relative diminuer en 1987 pour atteindre 43,7 %, soit 9,8 points de moins qu'en 1986. Par contre, Hydro-Québec voit sa part relative passer de 19,6 % en 1986 à 23,9 % en 1987, une hausse de 4,3 points. Du côté des administrations locales, on observe également une augmentation de leur part relative qui se situe à 18,3 % en 1987, soit une hausse de 3,4 points.

Parmi les autres emprunteurs du secteur public québécois, les institutions publiques d'éducation voient leur part relative atteindre 8,6 %, soit 1,4 point de plus qu'en 1986 et les institutions de santé et de services sociaux augmentent leur part relative de 1,5 point, passant de 0,8 % en 1986 à 2,3% en 1987. Les entreprises publiques autres qu'Hydro-Québec diminuent leur part relative de 0,7 point pour atteindre 3,2 %.

Tableau B
Part relative des composantes du secteur public québécois dans la demande de financement, 1986-1987

	1986	1987	Variation
	%		
Administration provinciale	**61,6**	**54,6**	**-7,0**
Gouvernement du Québec	53,5	43,7	-9,8
Ministères	44,3	37,1	-7,2
Fonds spéciaux	9,2	6,6	-2,6
Institutions publiques d'éducation	7,2	8,6	1,3
Commissions scolaires	3,9	4,9	0,9
Cégeps	1,6	3,2	1,5
Universités	1,6	0,5	-1,1
Institutions publiques de santé et de services sociaux	0,8	2,3	1,5
Administrations locales	**14,9**	**18,3**	**3,4**
Municipalités locales	12,0	17,1	5,1
Communautés urbaines et régionales	2,9	1,2	-1,7
MRC	-	-	-
Entreprises publiques	**23,5**	**27,1**	**3,6**
Hydro-Québec	19,6	23,9	4,3
Régie des installations olympiques	1,6	0,1	-1,6
Sidbec	0,3	-	-0,3
Autres entreprises provinciales	1,2	2,7	1,5
part en commun	0,8	0,5	-0,3
Entreprises publiques de trans			
Total	**100,0**	**100,0**	-

LE FINANCEMENT SELON LA MONNAIE

Les sources de crédits obtenus par le secteur public québécois ont connu une baisse tant pour les fonds de provenance canadienne comme principale source de financement que pour les fonds de source étrangère. Ainsi, les emprunts libellés en dollars canadiens passent de 5,0 milliards de dollars à 4,7 milliards de dollars, soit une diminution de 7,0 %. Les emprunts en devises américaines accusent aussi une diminution de 67,0 % pour un total de 0,7 milliard de dollars. De plus les emprunts absorbés par le marché européen enregistrent une baisse de 12,1 % pour atteindre 1,2 milliard de dollars en 1987. Le yen japonais a permis de financer des emprunts totalisant 1,2 milliard de dollars, soit une majoration de 48,1 % par rapport à 1986.

Il s'ensuit donc des changements au niveau de la structure des emprunts par marché. Tel qu'on peut le voir au tableau C, les besoins de crédit du secteur public québécois en 1987 ont été comblés à 60,8 % en monnaie canadienne comparativement à 54,3 % en 1986 alors que la part de la monnaie américaine est passée de 23,1 % en 1986 à 9,2 % en 1987. La part des monnaies européennes a augmenté à 15,0 % en 1987 comparativement à 14,2 % en 1986. Enfin, le yen a comblé 15,1 % des besoins de financement en 1987 alors qu'il n'avait été utilisé que pour 8,5 % des emprunts en 1986.

Le repli de la monnaie américaine au profit des autres monnaies ne s'est toutefois pas effectué de façon similaire chez toutes les composantes du secteur public québécois. En effet,

Tableau C
Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, par organisme, 1986 et 1987

	Monnaie								Total	
	Canadienne		Américaine		Européennes		Autres			
	1986	1987	1986	1987	1986	1987	1986	1987	1986	1987
Administration provinciale	**53,2**	**66,4**	**24,6**	**0,1**	**10,8**	**12,9**	**11,3**	**20,6**	**100,0**	**100,0**
Gouvernement du Québec	47,2	59,2	28,3	0,1	11,4	16,1	13,0	24,6	100,0	100,0
Ministères	42,9	57,2	32,5	0,1	13,3	19,0	11,3	23,7	100,0	100,0
Fonds spéciaux	68,3	70,5	8,2	-	2,3	-	21,1	29,5	100,0	100,0
Institutions publiques d'éducation	92,5	93,9	-	-	7,5	-	-	6,1	100,0	100,0
Commissions scolaires	100,0	89,3	-	-	-	-	-	10,7	100,0	100,0
Cégeps	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-	100,0	100,0
Universités	66,9	100,0	-	-	33,1	-	-	-	100,0	100,0
Institutions publiques de santé et de service sociaux	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-	100,0	100,0
Administrations locales	**66,6**	**70,1**	**-**	**0,2**	**28,5**	**26,2**	**5,0**	**3,6**	**100,0**	**100,0**
Municipalités locales	73,9	73,7	-	0,2	20,0	22,2	6,2	3,8	100,0	100,0
Communautés urbaines et régionales	35,8	15,8	-	-	64,2	84,2	-	-	100,0	100,0
MRC	-	-	-	-	-	-	-	-	100,0	100,0
Entreprises publiques	**49,4**	**43,2**	**33,6**	**33,4**	**13,8**	**11,6**	**3,2**	**11,7**	**100,0**	**100,0**
Hydro-Québec	47,2	36,6	32,4	36,9	16,6	13,2	3,8	13,3	100,0	100,0
Régie des installations olympiques	66,0	100,0	34,0	-	-	-	-	-	100,0	100,0
Sidbec	100,0	-	-	-	-	-	-	-	100,0	100,0
Autres entreprises provinciales	12,6	90,9	87,4	9,1	-	-	-	-	100,0	100,0
Entreprises publiques de transport en commun	100,0	100,0	-	-	-	-	-	-	100,0	100,0
Total	**54,3**	**60,8**	**23,1**	**9,2**	**14,2**	**15,0**	**8,5**	**15,1**	**100,0**	**100,0**

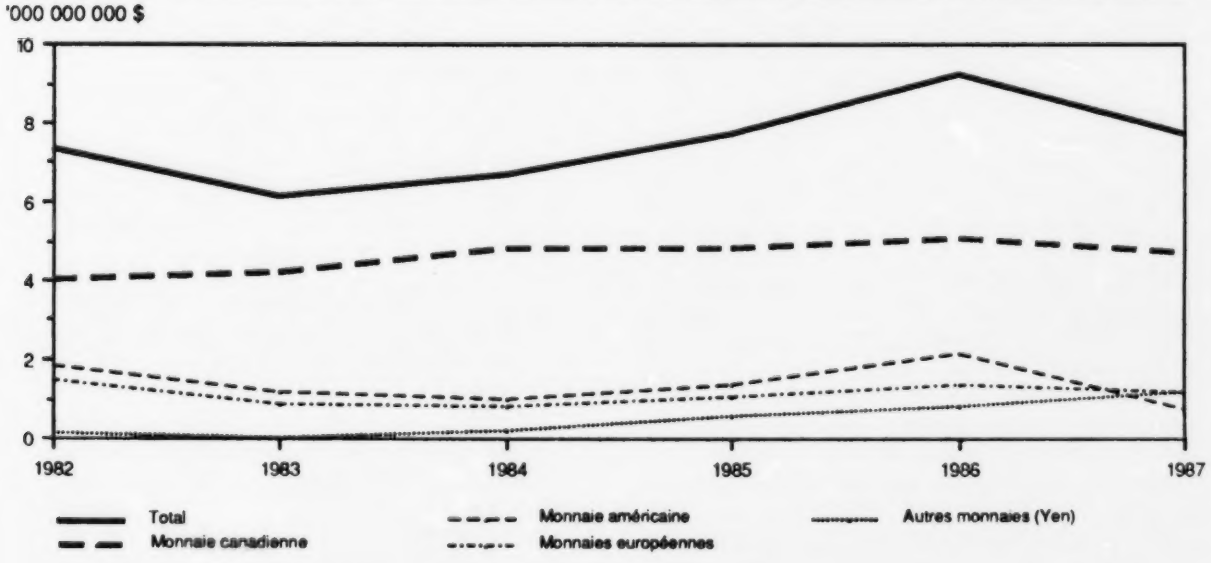
les municipalités et Hydro-Québec ont augmenté leurs emprunts en monnaie américaine. Les municipalités ont diminué leurs emprunts en monnaie canadienne et en yen, alors qu'Hydro-Québec a diminué ses emprunts en monnaies canadienne et européennes.

Ainsi, le gouvernement du Québec fait passer la part relative de ses emprunts en monnaie canadienne de 47,2 % en 1986 à 59,2 % en 1987, une hausse de 12,0 points. La part de ses emprunts réalisés en monnaie américaine diminue de 28,3 % en 1986 à 0,1 % en 1987, et ceux en monnaies européennes s'accroissent de 11,4 % en 1986 à 16,1 % en 1987. Quant aux emprunts en yen, ceux-ci passent de 13,0 % en 1986 à 24,6 % en 1987.

En ce qui concerne les institutions publiques d'éducation, toutes les composantes ont emprunté en devise canadienne en 1987 à l'exception des commissions scolaires qui ont effectué 10,7 % de leurs emprunts en yen. Les institutions publiques de santé et de services sociaux ont aussi emprunté uniquement en devise canadienne en 1987.

Du côté des administrations locales, les municipalités diminuent légèrement leurs emprunts en monnaie canadienne, la part relative de cette devise étant de 73,7 % en 1987 comparativement à 73,9 % en 1986. Par ailleurs, les monnaies européennes voient leur part augmenter à 22,2 % contre 20,0 % en 1986 alors que la

Graphique 3
Emprunts à long terme du secteur public québécois, selon la monnaie, 1982-1987



Source: Bureau de la statistique du Québec.

part relative du yen baisse à 3,8 % en 1987 comparativement à 6,2 % en 1986. Aucun emprunt n'avait été réalisé en monnaie américaine en 1986 alors qu'en 1987, la part de cette monnaie a été de 0,2 %. Les communautés urbaines et régionales ont réalisé 15,8 % de leurs emprunts en 1987 en monnaie canadienne et 84,2 % en monnaies européennes alors que, en 1986, 35,8 % des emprunts ont été effectués en monnaie canadienne et 64,2 % en monnaies européennes.

Quant aux entreprises publiques, Hydro-Québec diminue ses emprunts en monnaie canadienne, ces derniers représentant 36,6 % du total comparativement à 47,2 % en 1986. Les parts relatives des monnaies américaine, européennes et du yen sont respectivement de 36,9 % (+4,5), 13,2 % (-3,4) et 13,3 % (+9,5). La Régie des installations olympiques et les entreprises publiques de transport en commun ont réalisé tous leurs emprunts en monnaie canadienne en 1987. Pour ce qui est des autres entreprises publiques, les parts relatives des emprunts en 1987 sont de 90,9 % en monnaie canadienne et 9,1 % en monnaie américaine, contre 12,6 % en monnaie canadienne et 87,4 % en monnaie américaine en 1986.

La hausse de la part relative de la monnaie canadienne a été accompagnée d'une diminution de l'émission 1987 d'obligations d'épargne du Québec qui a atteint 541,7 millions de dollars comparativement à une émission de 575,0 millions de dollars en 1986. Quant à la Caisse de dépôt et placement du Québec, elle a encore contribué cette année d'une façon importante au financement du secteur public québécois.

En 1987, la Caisse de dépôt et placement a acheté pour 885,5 millions de dollars de nouvelles obligations du secteur public québécois dont 713,2 millions de dollars d'émissions à long terme du gouvernement du Québec, 60,1 millions de dollars des institutions publiques d'éducation, 100,1 millions des institutions publiques de santé et de services sociaux et 12,0 millions de dollars des administrations locales. L'année précédente, ces mêmes achats totalisaient 1,0[illegible] milliard de dollars.

LA VALEUR NOMINALE DES EMPRUNTS BRUTS ANNUELS

En 1987, le total des émissions brutes d'obligations effectuées par le secteur public canadien et les sociétés privées peut être évalué à 66,3 milliards de dollars comparativement à 67,0 milliards de dollars en 1986[1], soit une baisse de 1,0 %. Plus précisément, les émissions brutes d'obligations faites au Canada augmentent de 22,2 % pour atteindre 51,3 milliards de dollars comparativement à 42,0 milliards en 1986, alors que celles effectuées à l'étranger diminuent de 39,9 % totalisant 15,0 milliards de dollars en 1987 contre 25,0 milliards de dollars en 1986.

Les modifications, en ce qui a trait aux émissions effectuées à l'étranger, se retrouvent surtout au niveau des sociétés privées et des provinces. En effet, les emprunts obligataires des sociétés qui comptent pour 54,6 % de ceux effectués à l'étranger sont passés de 12,1 milliards de dollars en 1986 à 8,2 milliards en 1987, soit une diminution de 32,3 %. Quant à leurs emprunts au Canada, ils s'élèvent à 5,9 milliards de dollars, soit une hausse de 4,0 % par rapport à 1986.

Les provinces, pour leur part, ont diminué leurs émissions à l'étranger de 42,8 %, soit 5,4 milliards de dollars en 1987 alors qu'elles étaient de 9,5 milliards en 1986. Pendant ce temps, leurs émissions au Canada passaient de 12,0 milliards en 1986 à 9,0 milliards en 1987, soit une baisse de 25,6 %.

Le gouvernement du Canada a lui aussi diminué ses emprunts à l'étranger de 73,4 %, de 2,7 milliards de dollars en 1986, ils sont passés à 0,7 milliard en 1987. Quant à ses emprunts au Canada, ils ont augmenté de 50,8 % pour totaliser 35,7 milliards de dollars en 1987, ce qui représente 69,5 % des émissions effectuées au Canada.

De leur côté les municipalités, avec des emprunts obligataires totalisant 1,5 milliard dont 44,8 % à l'étranger ont augmenté leurs émissions de 9,9 % en 1987, elles étaient de 1,4 milliard de dollars en 1986.

Le secteur public québécois, avec une diminution de 16,9 % de ses emprunts à long terme en 1987, voit sa part relative du marché primaire des obligations canadiennes en 1987 passer de 13,8 % à 11,6 %. La part relative du secteur public québécois diminue sur le marché canadien, passant de 12,0 % à 9,1 %. Tandis qu'à l'étranger sa part passe de 16,9 % à 20,0 %.

Au sein du secteur public québécois, le gouvernement du Québec demeure au premier rang des emprunteurs en monnaie canadienne. Son importance relative a diminué, ses emprunts représentant 42,6 % des emprunts du secteur public québécois sur le marché canadien en 1987, contre 46,6 % en 1986. Les municipalités suivent au deuxième rang avec une augmentation de leur part relative de 16,4 % à 20,8 %. Hydro-Québec vient ensuite avec une part relative de 14,4 % sur le marché canadien en 1987, contre 17,0 % en 1986. Les commissions scolaires se

1. Source: Banque du Canada. Revue de la banque du Canada. Février 1988.

Tableau D
Répartition en pourcentage des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, par monnaie, 1986-1987

	Monnaie							
	Canadienne		Américaine		Européennes		Autres	
	1986	1987	1986	1987	1986	1987	1986	1987
Administration provinciale	**60,3**	**59,6**	**65,7**	**0,6**	**47,0**	**47,0**	**82,4**	**74,6**
Gouvernement du Québec	46,6	42,6	65,7	0,6	43,2	47,0	82,4	71,2
Ministères	35,0	34,9	62,4	0,6	41,7	47,0	59,3	58,2
Fonds spéciaux	11,6	7,7	3,3	-	1,5	-	23,0	13,0
Institutions publiques d'éducation	12,3	13,2	-	-	3,8	-	-	3,5
Commissions scolaires	7,3	7,1	-	-	-	-	-	3,5
Cégeps	3,0	5,2	-	-	-	-	-	-
Universités	2,0	0,9	-	-	3,8	-	-	-
Institutions de santé et de services sociaux	1,5	3,8	-	-	-	-	-	-
Administrations locales	**18,3**	**21,1**	**-**	**0,4**	**30,0**	**31,9**	**8,8**	**4,3**
Municipalités	16,4	20,8	-	0,4	17,0	25,4	8,8	4,3
Communautés urbaines et régionales	1,9	0,3	-	-	13,0	6,5	-	-
MRC	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises publiques	**21,4**	**19,3**	**34,3**	**99,0**	**23,0**	**21,0**	**8,9**	**21,1**
Hydro-Québec	17,0	14,4	27,5	96,4	23,0	21,0	8,9	21,1
Régie des installations olympiques	2,0	0,1	2,4	-	-	-	-	-
Sidbec	0,6	-	-	-	-	-	-	-
Autres entreprises provinciales	0,3	4,0	4,4	2,7	-	-	-	-
Entreprises publiques de transport en commun	1,5	0,8	-	-	-	-	-	-
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

retrouvent au quatrième rang avec une baisse de la part relative de leurs emprunts de 7,3 % à 7,1 % sur le marché canadien.

Sur le marché des devises américaines, Hydro-Québec détient le premier rang en augmentant la part relative de ses emprunts en cette monnaie de 27,5 % à 96,4 %. Les autres entreprises provinciales se classent au second rang avec une part relative de 2,7 % en 1987 comparativement à 4,4 % en 1986.

Sur le marché européen, c'est le gouvernement du Québec qui occupe une fois de plus le premier rang avec une part relative de 47,0 % comparativement à 43,2 % en 1986. Les administrations locales détiennent le deuxième rang avec une part relative de 31,9 % comparativement à 30,0 % en 1986.

Enfin, le gouvernement du Québec et Hydro-Québec se partagent respectivement 71,2 % et 21,1 % des emprunts du secteur public québécois sur le marché japonais comparativement à 82,4 % et 8,9 % en 1986. La part relative des municipalités sur ce marché en 1987 s'est élevée à 4,3 % par rapport à 8,8 % en 1986. Quant aux commissions scolaires, elles détiennent 3,5 % des emprunts en yen.

LE COÛT RÉEL À L'EMPRUNTEUR

En termes nominaux, le coût réel moyen pondéré du capital emprunté par le secteur public québécois en 1987 s'établit à 8,89 %. Comparativement à 1986 où il était à 8,69 %, ceci représente une hausse de 20 points de base. Précisons, cependant, que le coût réel des emprunts ne peut être connu avec précision parce que l'on ignore quels seront les taux de change en vigueur

au moment des remboursements de capital et tout au long de paiements d'intérêts des emprunts en monnaies étrangères. De plus, les taux nominaux doivent être considérés en tenant compte des taux d'inflation, car ces derniers feront décroître la valeur de la monnaie avec laquelle les intérêts et le capital seront remboursés.

De 1986 à 1987, le taux d'inflationl passe de 4,1 % à 4,4 %, soit une hausse de 0,3 point. Les taux d'intérêt réels, c'est-à-dire l'écart entre le coût réel moyen des titres du secteur public québécois et l'indice des prix à la consommation est donc de 4,49 % comparativement à 4,59 % en 1986.

De façon détaillée (voir tableau 6 à la partie 2), le coût réel des emprunts du gouvernement du Québec passe de 8,25 % en 1986 à 8,09 % en 1987 (-0,16), celui des administations locales de 9,66 % à 9,98 % (+0,32) et celui d'Hydro-Québec de 8,51 % à 8,88 % (+0,37). Par ailleurs, le coût réel des emprunts totaux en monnaie canadienne passe de 9,65 % en 1986 à 9,82 % en 1987 (+0,17). Pour les emprunts en monnaie américaine, le coût réel passe de 7,48 % à 9,81 % (+2,33) alors qu'au niveau des emprunts en monnaies européennes, il passe de 7,87 % à 7,47 % (-0,40). Le coût réel des emprunts en yen japonais passe de 7,14 % à 6,00 % (-1,14).

L'évolution des coûts réels des emprunts du secteur public québécois dépend, en dehors des changements ayant pu survenir dans les conditions techniques, de l'évolution des conditions de crédit sur les marchés financiers suite aux politiques monétaires canadienne et américaine et de l'échéance des emprunts.

LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Le rythme de croissance de la dépense globale a connu une accélération en 1987. Afin de poursuivre sa lutte à l'inflation, la Banque du Canada a commencé, au printemps 1987, l'application d'une politique monétaire restrictive. Ce resserrement s'est produit dans le contexte d'un relèvement graduel des taux d'intérêt aux États-Unis et d'un regain de confiance dans le dollar canadien.

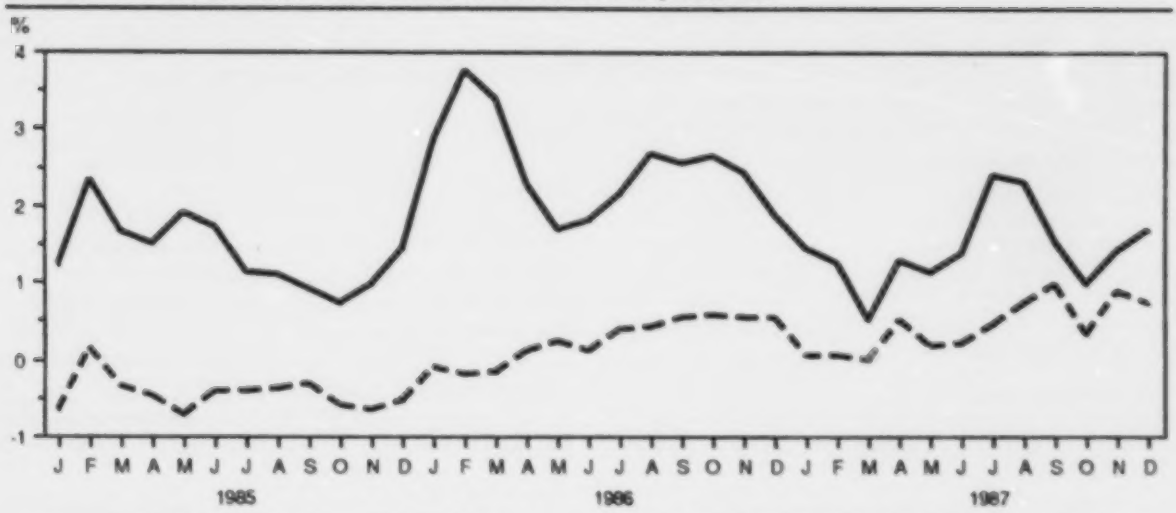
L'évolution financière en 1987 a été marquée par la dégringolade soudaine des cours boursiers en octobre, après plusieurs mois d'une croissance assez spectaculaire. La tendance à la hausse des taux d'intérêt a été renversée à ce moment-là, en partie grâce à une injection de liquidités par la Banque du Canada.

Au cours du premier trimestre de 1987, les taux d'intérêt à court terme ont chuté de façon précipitée. Durant cette période, le cours du dollar canadien a connu une pression à la hausse et l'écart entre les taux canadiens et américains a considérablement rétréci. À partir du début avril, les taux d'intérêt à court terme se sont redressés, puis ils ont continué à monter jusqu'en octobre. Le taux de change, après une baisse initiale, s'est lui aussi raffermi. Les taux d'intérêt à court terme ont ensuite rapidement chuté, puis à mesure que s'estompaient les premières

---

1. Basé sur l'indice des prix à la consommation au Canada.

Graphique 4
Écart entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis, 1985-1987



Papier commercial à 90 jours. écart entre le taux des papiers de premier choix des sociétés de financement à 90 jours au Canada et celui du papier commercial à 90 jours aux États-Unis.

Obligations industrielles. écart entre la moyenne pondérée à moyen terme des rendements moyens des sociétés (McLeod, Young, Weir) et celui des obligations industrielles américaines (Woody's).

Sources: Banque du Canada. *Revue de la Banque du Canada.* Bureau de la statistique du Québec.

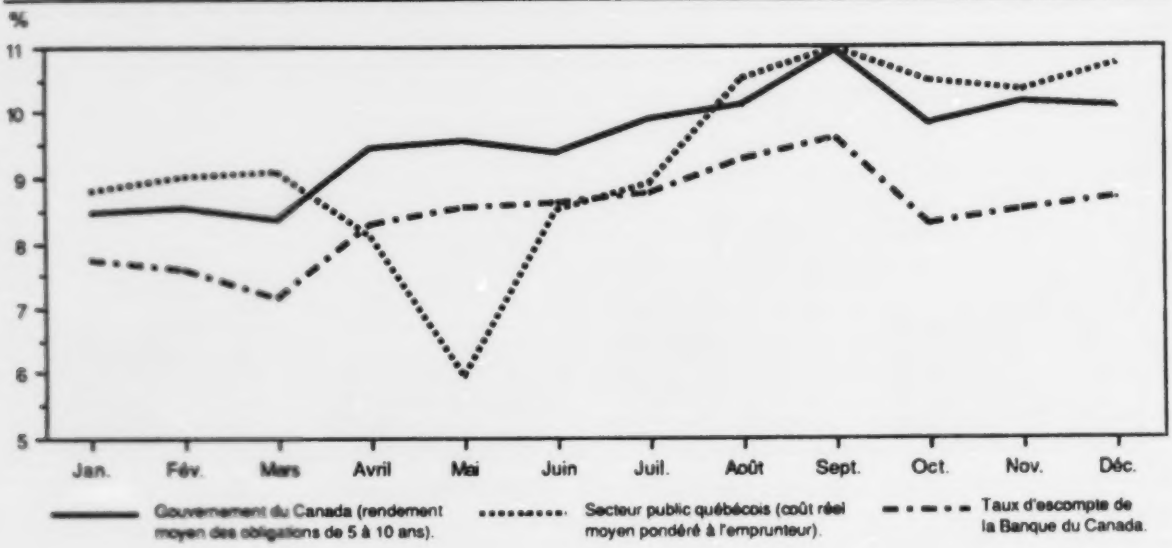
inquiétudes suscitées par la chute boursière, ils se sont partiellement redressés.

L'augmentation des taux d'intérêt à long terme au cours de 1987 a été plus prononcée que celle des taux à court terme. Les taux à long terme n'ont pas été fortement influencés par la baisse des taux à court terme survenue au début de 1987, mais ils se sont accrus aussi rapidement que les taux à court terme entre avril et octobre. Ces augmentations ont été renversées durant les deux derniers mois de l'année. Les écarts entre les taux d'intérêt à long terme canadiens et américains ont été nettement moins importants que durant l'année précédente.

Ainsi, le taux d'escompte est passé de 7,74 % (28 janvier) à 7,14 % (25 mars) pour ensuite monter rapidement et atteindre 9,57 % (30 septembre) à l'automne. Il est redescendu à 8,26 % (28 octobre) pour remonter graduellement à 8,66 % (30 décembre) en fin d'année. Durant cette période le taux de rendement des obligations à long terme (5 à 10 ans) du gouvernement canadien, considéré comme un excellent baromètre du marché obligataire, passe de 8,46 % (28 janvier) et monte graduellement pour se retrouver à 10,93 % (30 septembre) et finir l'année à 10,04 % (30 décembre).

L'évolution des divers taux de rendement sur les marchés financiers affecte le financement des organismes du secteur public. Lorsque les taux d'intérêt sont volatiles les investisseurs préfèrent acheter des titres offrant des échéances plus courtes. Les emprunteurs publics utilisent alors des instruments de crédit à court terme tels que les Bons du trésor et les conventions de crédits. Au

Graphique 5
Taux de rendement mensuel des obligations du secteur public québécois et du gouvernement du Canada, 1987



Sources : Banque du Canada. *Revue de la Banque du Canada.*
Bureau de la statistique du Québec.

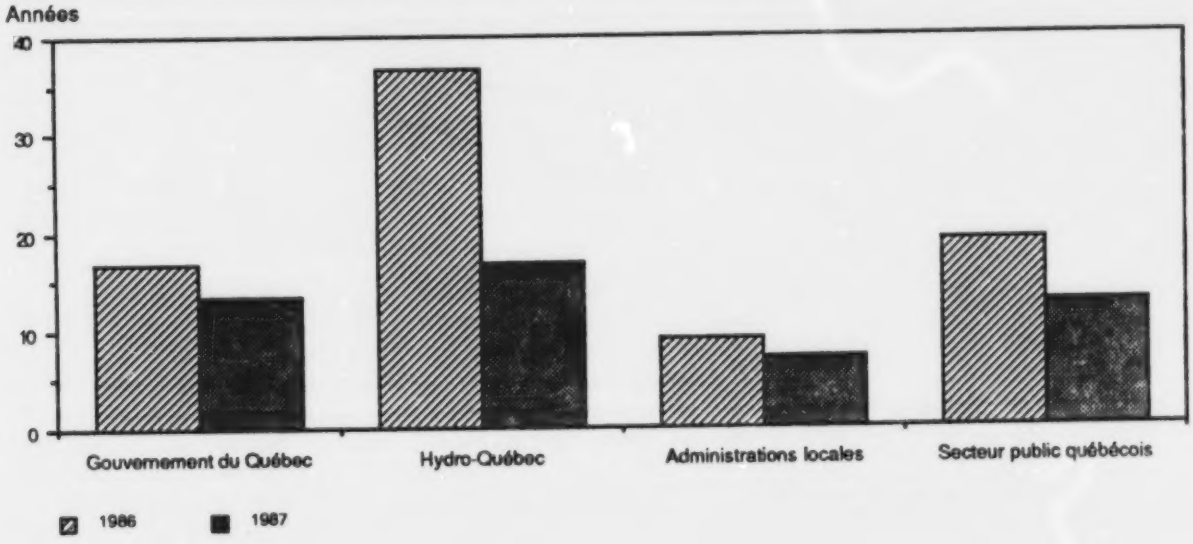
Québec, le gouvernement du Québec a émis en 1987 pour 5 570 millions de dollars en Bons du trésor, soit 66,2 % de ses emprunts comparativement à 5 850 millions de dollars en 1986 ou 58,8 % de ses emprunts. Ces Bons sont émis par voie d'enchère hebdomadaire auprès des institutions financières et la durée de chaque émission est généralement de trois mois. Au 31 décembre 1987, l'encours des Bons du trésor était de 1,555 milliard de dollars, soit le même montant qu'au 31 décembre 1986.

LA DURÉE DES EMPRUNTS

En raison de taux d'intérêt plus élevés en 1987, la durée moyenne des emprunts du secteur public québécois connaît dans son ensemble une baisse (voir graphique 6). La durée moyenne des emprunts à long terme passe de 18,8 ans en 1986 à 12,5 ans en 1987. Rappelons qu'en 1985 la durée moyenne des emprunts du secteur public était de 11,8 ans.

La plupart des composantes du secteur public québécois voient la durée de leurs emprunts diminuer en 1987. Hydro-Québec est l'emprunteur qui enregistre la diminution la plus notable dans la durée de ses emprunts, celle-ci passant de 36,5 ans en 1986 à 16,7 ans en 1987, en effet, Hydro-Québec avait effectué en 1986, un emprunt perpétuel dont la durée avait été fixée à 99 ans pour les fins de la publication. La durée des emprunts du gouvernement du Québec, l'emprunteur le plus important du secteur public québécois, passe de 16,8 ans en 1986 à 13,3 ans en 1987. Quant aux administrations locales, elle passe de 9,0 ans en 1986 à 7,1 ans en 1987.

Graphique 6
Durée moyenne des emprunts à long terme de certaines composantes du secteur public québécois, 1986-1987



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Parmi les autres composantes du secteur public, les universités et les institutions publiques de santé et des services sociaux voient la durée de leurs emprunts augmenter alors que toutes les autres enregistrent une diminution de la durée de leurs emprunts.

Ces observations sur la durée des emprunts à long terme indiquent que tous les organismes du secteur public québécois n'ont pas réagi de la même façon aux fluctuations qui ont prévalu sur les marchés en 1987. En moyenne, ils ont diminué la durée de leurs nouveaux emprunts sans toutefois écarter les modes de financement à court terme.

Conclusion

Les taux d'intérêt ont connu une tendance à la hausse en 1987 tant au Canada qu'aux États-Unis. L'économie canadienne a connu une croissance plus importante en 1987 que durant l'année précédente, toutefois l'inflation a légèrement progressée. Au niveau du financement à long terme du secteur public québécois, on enregistre une diminution des emprunts accompagnée d'une augmentation des coûts réels de ces nouveaux emprunts.

La hausse des taux d'intérêt canadiens a été accompagnée d'une baisse des emprunts à long terme du secteur public québécois sur le marché canadien. La part relative des emprunts sur ce marché a toutefois légèrement augmentée. La légère baisse de l'émission d'obligations d'épargne du Québec n'a pas contribué à diminuer la part du marché canadien.

L'instabilité du marché financier au cours des dernières années a sensiblement modifié le caractère des titres émis sur les marchés des capitaux. Ainsi, une fois de plus en 1987, l'utilisation d'instruments de crédit à court terme a permis de combler une part appréciable des besoins de financement.

Enfin, la durée moyenne des emprunts du secteur public québécois a diminué de façon significative, en raison principalement de la baisse marquée de la durée des emprunts d'Hydro-Québec.

Partie II - Détail des emprunts à long terme du secteur public québécois

Tableau 1
Financement à long terme du secteur public québécois et indicateurs économiques, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987	Taux de croissance				Taux annuel composé
						1984/83	1985/84	1986/85	1987/86	1987/83
	000 000 $					%				%
Emprunts à long terme québécois	**6 128,5r**	**6 680,1r**	**7 704,8r**	**9 238,0r**	**7 675,1**	**9,0**	**15,3**	**19,9**	**-16,9**	**5,8**
En dollars constants de 1981[1]	5 371,1r	5 661,1r	6 330,9r	7 372,7r	5 841,0	5,4	11,8	16,5	-20,8	2,1
Administration provinciale	3 070,0r	4 312,1r	4 482,1r	5 686,3r	4 190,7	40,5	3,9	26,9	-26,3	8,1
Gouvernement du Québec	2 576,4r	3 435,4r	3 607,0r	4 944,6	3 354,9	33,3	5,0	37,1	-32,2	6,8
Ministères	2 405,1	3 212,6	3 078,3	4 092,4	2 845,8	33,6	-4,2	32,9	-30,5	4,3
Fonds spéciaux	171,3r	222,8r	528,7r	852,2	509,0	30,1	137,3	61,2	-40,3	31,3
Commissions scolaires	368,0	595,3	243,3	364,7	372,8	61,8	-59,1	49,9	2,2	0,3
Cégeps	-	146,4	200,3	152,2	242,2	...	36,8	-24,0	59,1	...
Universités	53,0r	49,5r	242,0r	151,0r	42,0	-	388,9	-37,6	-72,2	-5,6
Institutions publiques de santé	72,5r	85,6r	189,5r	73,8r	178,8	18,0	121,5	-61,1	142,3	25,3
Administrations locales	826,9	1 179,5	1 188,8	1 377,9	1 403,3	42,6	0,8	15,9	1,8	14,1
Municipalités locales	593,6	732,2	1 005,4	1 113,0	1 314,2	23,3	37,3	10,7	18,1	22,0
Communautés urbaines et régionales	233,3	447,1	183,4	264,8	89,1	91,6	-59,0	44,4	-66,4	-21,4
Municipalités régionales de comté	-	0,2	-	-	-	...	...	-	-	-
Entreprises publiques	2 231,6	1 188,5	2 083,8	2 173,8	2 081,2	-46,7	71,1	6,9	-4,3	-1,7
Hydro-Québec	1 768,1	1 100,2	1 700,9	1 811,1	1 832,9	-37,8	54,6	6,5	1,2	0,9
Sidbec	375,0	-	253,2	28,0	-	...	...	-88,9	...	...
RIO	-	-	-	151,6	5,0	...	...	...	-96,7	...
Autres	46,2	51,7	44,8	106,8	206,1	11,9	-13,3	138,4	92,9	45,3
Entreprises publiques de transport en commun	42,3	36,6	34,9	76,4	37,2	-13,5	-4,6	118,8	-51,2	-3,1
Monnaie canadienne	4 173,2r	4 791,2r	4 804,4r	5 017,8r	4 664,8	14,8	0,3	4,4	-7,0	2,8
Monnaie américaine[2]	1 132,5	947,9	1 325,8	2 130,6	702,7	-16,3	39,9	60,7	-67,0	-11,2
Monnaies européennes[2]	822,7	772,6	1 008,4	1 307,8	1 149,9	-6,1	30,3	29,9	-12,1	8,7
Autres (YEN)[2]	-	168,4	568,1	781,9	1 157,8	...	237,4	37,6	48,1	...
Emprunts à long terme canadiens[3]	**43 373,0**	**46 740,0r**	**51 194,0**	**49 256,0r**	**52 272,0**	**7,8**	**9,5**	**-3,8**	**6,1**	**4,8**
Gouvernement du Canada	25 285,0	29 869,0	34 921,0	26 384,0r	36 395,0	18,1	16,9	-24,4	37,9	9,5
Provinces et municipalités	18 088,0	16 871,0r	16 273,0	22 872,0r	15 877,0	-6,7	-3,5	40,6	-30,6	-3,2
Au Canada	12 230,0	11 910,0r	10 765,0	12 714,0r	9 785,0	-2,6	-9,6	18,1	-23,0	-5,4
À l'étranger	5 858,0	4 961,0r	5 508,0	10 158,0r	6 092,0	-15,3	11,0	84,4	-40,0	1,0
Indicateurs de l'économie du Québec										
PIB au prix du marché	92 274,0r	100 962,0r	109 076,0r	119 439,0	..	9,4	8,0	9,5	..	..
PIB en dollars constants (1981=100)[1]	80 871,2r	85 561,0r	89 627,0r	95 322,4	..	5,8	4,8	6,4	..	..
Revenu personnel	83 950,0r	91 559,0r	99 374,0r	105 545,0	..	9,1	8,5	6,2	..	..
Proportion des emprunts du secteur public québécois										
Par rapport au PIB (%)	6,6	6,6	7,1	7,7	..	...	...	...	...	...
Par rapport au revenu personnel (%)	7,3	7,3	7,8	8,8	..	...	...	...	...	...
Par rapport aux emprunts des provinces et municipalités (%)	33,9	39,6	47,3	40,4	48,3	...	...	...	...	...
Par rapport aux emprunts du secteur public canadien (%)	14,1	14,3	15,1	18,8	14,7	...	...	...	...	...
Emprunts per capita ($)	945,4	1 028,8	1 182,4	1 411,5	1 163,4	8,7	14,9	19,4	-17,6	5,3
Indice des prix du PIB (1981=100)	114,1r	118,0r	121,7r	125,3r	131,4	3,4	3,1	3,0	4,9	3,6
Population ('000)	6 475,6r	6 493,2r	6 516,2r	6 544,9r	6 597,2	0,3	0,4	0,4	0,8	0,5

1. Dégonflé avec l'indice synthétique des prix du PIB canadien (données désaisonnalisées).
2. Converti en monnaie canadienne.
3. Émissions brutes d'obligations émises ou garanties.

Sources: Banque du Canada. Revue de la Banque du Canada. Février 1988.
Statistique Canada. Statistiques démographiques trimestrielles.
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2
Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, 1982-1987

	1982	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 $			
Monnaie canadienne	**3 973 722r**	**4 173 231r**	**4 791 219r**	**4 804 446r**	**5 017 779r**	**4 664 768**
Administrations publiques	3 129 500r	2 974 304r	4 226 710r	3 842 544r	3 944 914r	3 765 188
Administration provinciale	2 441 745r	2 430 275r	3 509 565r	2 950 360r	3 027 740r	2 781 908
Gouvernement du Québec	2 056 131r	1 936 705r	2 632 786r	2 100 263r	2 336 010	1 985 084
Ministères	2 033 131	1 765 445	2 552 536	1 820 963	1 753 759	1 627 053
Fonds spéciaux	23 000r	171 260r	80 250r	279 300r	582 251	359 031
Commissions scolaires	17 899	368 040	595 324	243 282	364 725	332 805
Cégeps	70 000	-	146 400	200 300	152 200	242 200
Universités	122 700r	53 000r	49 500r	217 000r	101 000r	42 300
Institutions publiques de santé	175 015r	72 530r	85 555r	189 515r	73 805r	178 819
Administrations locales	687 755	544 029	717 145	892 184	917 174	985 280
Municipalités locales	597 464	461 196	559 406	797 654	822 364	969 225
Communautés urbaines et régionales	89 074	82 833	157 579	94 530	94 810	14 055
Municipalités régionales de comté	1 217	-	160	-	-	-
Entreprises publiques	844 222	1 198 927	564 509	961 902	1 072 865	899 580
Entreprises provinciales	735 000	1 156 588	547 900	929 800	996 500	862 338
Hydro-Québec	735 000	735 413	516 000	860 000	855 000	670 000
Sidbec	-	375 000	-	25 000	28 000	-
RIO	-	-	-	-	100 000	5 000
Autres	-	46 175	31 900	44 800	13 500	187 338
Entreprises publiques de transport en commun	109 222	42 339	16 609	32 102	76 365	37 242
Monnaie américaine	**1 806 273**	**1 132 556**	**947 880**	**1 325 829**	**2 130 586**	**702 656**
Administrations publiques	498 300	502 911	845 505	829 634	1 399 569	6 800
Gouvernement du Québec	245 561	378 111	575 089	829 634	1 399 569	3 922
Ministères	245 561	378 111	517 039	655 234	1 329 649	3 922
Fonds spéciaux	-	-	58 050	174 400	69 920	-
Administrations locales	252 739	124 800	270 416	-	-	2 878
Municipalités locales	126 544	32 370	12 921	-	-	2 878
Communautés urbaines et régionales	126 195	92 430	257 495	-	-	-
Entreprises publiques	1 307 973	629 645	102 375	496 195	731 017	695 856
Hydro-Québec	859 973	629 645	82 545	267 966	586 111	677 130
Sidbec	-	-	-	228 229	-	-
RIO	448 000	-	-	-	51 600	-
Autres	-	-	19 830	-	93 306	18 726
Monnaies européennes	**1 469 353**	**822 681**	**772 580**	**1 006 414**	**1 307 757**	**1 149 908**
Administrations publiques	774 437	419 592	315 279	654 377	1 007 100	908 047
Administration provinciale	505 789	261 582	123 411	382 669	614 970	540 942
Gouvernement du Québec	475 789	261 582	123 411	357 669	564 970	540 942
Ministères	475 789	261 582	89 263	357 669	544 970	540 942
Fonds spéciaux	-	-	34 148	-	20 000	-
Commissions scolaires	30 000	-	-	-	-	-
Universités	-	-	-	25 000	50 000	-
Administrations locales	268 648	158 010	191 868	271 708	392 130	367 105
Municipalités locales	159 979	100 000	159 868	182 840	222 130	292 105
Communautés urbaines et régionales	108 669	58 010	32 000	88 868	170 000	75 000
Entreprises publiques	694 916	403 089	457 301	352 037	300 657	241 861
Hydro-Québec	694 916	403 089	437 301	349 252	300 657	241 861
Entreprises publiques de transport en commun	-	-	20 000	2 785	-	-
Autres monnaies (Yen)	**122 630**	**-**	**168 401**	**568 086**	**781 882**	**1 157 790**
Gouvernement du Québec	98 095	-	104 067	319 483	644 026	823 930
Ministères	98 095	-	53 757	244 483	464 026	673 930
Fonds spéciaux	-	-	50 310	75 000	180 000	150 000
Commissions scolaires	-	-	-	-	-	40 000
Municipalités	-	-	-	24 867	68 550	50 000
Communautés urbaines et régionales	24 535	-	-	-	-	-
Hydro-Québec	-	-	64 334	223 716	69 306	243 860
Total	**7 371 978r**	**6 128 468r**	**6 680 080r**	**7 704 755r**	**9 238 004r**	**7 675 122**

Tableau 3
Valeur annuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, 1982-1987

	1982	1983	1984	1985	1986	1987
			'000 $			
Administrations publiques	**4 524 867r**	**3 896 807r**	**5 491 561r**	**5 670 905r**	**7 064 158r**	**5 593 965**
Administration provinciale	3 291 190r	3 069 968r	4 312 132r	4 482 146r	5 686 305r	4 190 702
Gouvernement du Québec	2 875 576r	2 576 398r	3 435 353r	3 607 049r	4 944 575	3 354 878
Ministères	2 852 576	2 405 138	3 212 595	3 078 349	4 092 404	2 845 847
Monnaie canadienne	2 033 131	1 765 445	2 552 536	1 820 963	1 753 759	1 627 053
Monnaie américaine	245 561	378 111	517 039	655 234	1 329 649	3 922
Monnaies européennes	475 789	261 582	89 263	357 669	544 970	540 942
Autres monnaies	98 095	-	53 757	244 483	464 026	673 930
Fonds spéciaux	23 000r	171 260r	222 758r	528 700r	852 171	509 031
Monnaie canadienne	23 000r	171 260r	80 250r	279 300r	582 251	359 031
Monnaie américaine	-	-	58 050	174 400	69 920	-
Monnaies européennes	-	-	34 148	-	20 000	-
Autres monnaies	-	-	50 310	75 000	180 000	150 000
Institutions publiques d'éducation	240 599	421 040	791 224	685 582	667 925	657 005
Commissions scolaires	47 899	368 040	595 324	243 282	364 725	372 805
Monnaie canadienne	17 899	368 040	595 324	243 282	364 725	332 805
Monnaies européennes	30 000	-	-	-	-	-
Autres monnaies	-	-	-	-	-	40 000
Cégeps	70 000	-	146 400	200 300	152 200	242 200
Universités	122 700r	53 000r	49 500r	242 000r	151 000r	42 000
Monnaie canadienne	122 700r	53 000r	49 500r	217 000r	101 000r	42 000
Monnaies européennes	-	-	-	25 000	50 000	-
Institutions publiques de santé et de services sociaux	175 015r	72 530r	85 555r	189 515r	73 805r	178 819
Administrations locales	1 233 677	826 839	1 179 429	1 188 759	1 377 854	1 403 263
Municipalités locales	885 987	593 566	732 195	1 005 361	1 113 044	1 314 208
Monnaie canadienne	597 464	461 196	559 406	797 654	822 564	969 225
Monnaie américaine	126 544	32 370	12 921	-	-	2 878
Monnaies européennes	159 979	100 000	159 868	182 840	222 130	292 105
Autres monnaies	-	-	-	24 867	68 550	50 000
Communautés urbaines et régionales	348 473	233 273	447 074	183 398	264 810	89 055
Monnaie canadienne	89 074	82 833	157 579	94 530	94 810	14 055
Monnaie américaine	126 195	92 430	257 495	-	-	-
Monnaies européennes	108 669	58 010	32 000	88 868	170 000	75 000
Autres monnaies	24 535	-	-	-	-	-
Municipalités régionales de comté	1 217	-	160	-	-	-
Entreprises publiques	**2 847 111**	**2 231 661**	**1 188 519**	**2 033 850**	**2 173 845**	**2 081 157**
Entreprises provinciales	2 737 889	2 189 322	1 151 910	1 998 963	2 097 480	2 043 915
Hydro-Québec	2 289 889	1 768 147	1 100 180	1 700 934	1 811 074	1 832 851
Monnaie canadienne	735 000	735 413	516 000	860 000	855 000	670 000
Monnaie américaine	859 973	629 645	82 545	267 966	586 111	677 130
Monnaies européennes	694 916	403 089	437 301	349 252	300 657	241 861
Autres monnaies	-	-	64 334	223 716	69 306	243 860
Sidbec	-	375 000	-	253 229	28 000	-
Monnaie canadienne	-	375 000	-	25 000	28 000	-
Monnaie américaine	-	-	-	228 229	-	-
Régie des installations olympiques	448 000	-	-	-	151 600	5 000
Monnaie canadienne	-	-	-	-	100 000	5 000
Monnaie américaine	448 000	-	-	-	51 600	-
Autres entreprises provinciales	-	46 175	51 730	44 800	106 806	206 064
Monnaie canadienne	-	46 175	31 900	44 800	13 500	187 338
Monnaie américaine	-	-	19 830	-	93 306	18 726
Entreprises publiques de transport en commun	109 222	42 339	36 609	34 887	76 365	37 242
Monnaie canadienne	109 222	42 339	16 609	32 102	76 365	37 242
Monnaies européennes	-	-	20 000	2 785	-	-
Total	**7 371 978r**	**6 128 468r**	**6 680 080r**	**7 704 755r**	**9 238 004r**	**7 675 122**

Tableau 4
Valeur annuelle des emprunts à long terme des administrations locales selon le mode de vente et la monnaie, Québec, 1982-1987

	Selon le mode de vente[1]				Détail selon la monnaie[2]					
	Au marché	Hors marché			Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Autres	Total général
		SHQ	SCHL	Somme partielle						
	000 $									
1987	**983 280**	**-**	**-**	**-**	**983 280**	**314 500**	**2 878**	**52 605**	**50 000**	**1 403 263**
Municipalités	969 225	-	-	-	969 225	239 500	2 878	52 605	50 000	1 314 208
Comm. urbaines et régionales	14 055	-	-	-	14 055	75 000	-	-	-	89 055
MRC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1986	904 316	-	12 858	12 858	917 174	234 000	-	158 130	68 550	1 377 854
1985	885 606	3 396	3 182	6 578	892 184	245 490	-	26 218	24 867	1 188 759
1984	700 379	193	16 573	16 766	717 145	132 840	270 416	59 028	-	1 179 429
1983	506 537	381	37 111	37 492	544 029	100 000	124 800	58 010	-	826 839
1982	620 888	3 596	63 272	66 867	687 755	159 500	252 739	109 148	24 535	1 233 677

1. Émission en monnaie canadienne.
2. Exprimé en dollars canadiens.

Tableau 5
Valeur annuelle des emprunts à long terme des institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux, Québec, 1982-1987

Années	Réseau d'éducation				Institutions publiques de santé et de services sociaux	Total général
	Commissions scolaires	Cégeps	Universités	Total		
			'000 $			
1982	47 899	70 000	122 700	240 599	175 015r	415 614
1983	368 040	-	53 000	421 040	72 530r	493 570
1984	595 324	146 400	49 500	791 224	85 555r	876 779
1985	243 282	200 300	242 000	685 582	189 515r	875 097
1986	364 725	152 200	151 000	667 925	73 805r	741 730
1987	372 805	242 200	42 000	657 005	178 819	835 824

Tableau 6
Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1986 et 1987

	Monnaie									
	Canadienne		Américaine		Européennes[1]		Autres		Total	
	1986	1987	1986	1987	1986	1987	1986	1987	1986	1987
	%									
Administration provinciale	**9,41r**	**9,69**	**8,05**	**7,55**	**6,58**	**6,35**	**6,78**	**6,03**	**8,48r**	**8,50**
Gouvernement du Québec	9,25r	9,47	8,05	7,55	6,27	6,35	6,78	5,90	8,25r	8,09
Ministères	9,03	9,48	7,93	7,55	6,23	6,35	6,19	5,07	7,98	7,84
Fonds spéciaux	9,89r	9,41	10,46	-	7,30	-	8,33	9,59	9,55r	9,46
Institutions publiques d'éducation	9,96r	10,24	-	-	10,15	-	-	8,84	9,97r	10,15
Commissions scolaires	9,83	10,24	-	-	-	-	-	8,84	9,83	10,09
Cégeps	9,87	10,34	-	-	-	-	-	-	9,87	10,34
Universités	10,55r	9,62	-	-	10,15	-	-	-	10,42r	9,62
Institutions publiques de santé et de services sociaux	10,06r	10,23	-	-	-	-	-	-	10,06	10,23
Administrations locales	**9,97**	**10,29**	**-**	**9,08**	**8,71**	**9,03**	**10,92**	**11,05**	**9,86**	**9,98**
Municipalités locales	9,95	10,28	-	9,08	7,99	9,11	10,92	11,05	9,62	10,05
Communautés urbaines et régionales	10,18	10,75	-	-	9,66	8,75	-	-	9,84	9,07
Entreprises publiques	**10,05**	**9,70**	**6,38**	**9,82**	**9,38**	**7,58**	**6,66**	**4,84**	**8,62**	**8,93**
Hydro-Québec	10,13	9,80	5,93	9,89	9,38	7,58	6,66	4,84	8,51	8,88
Autres	9,47	9,37	8,21	7,54	-	-	-	-	8,83	9,21
Entreprises publiques de transport en commun	10,25	9,67	-	-	-	-	-	-	10,25	9,67
Total	**9,65r**	**9,82**	**7,48**	**9,81**	**7,87**	**7,47**	**7,14**	**6,00**	**8,69r**	**8,89**

1. Incluant les euro-canadiens.

Tableau 7
Durée moyenne pondérée des emprunts à long terme du secteur public québécois, 1986 et 1987

	Monnaie									
	Canadienne		Américaine		Européennes[1]		Autres		Total	
	1986	1987	1986	1987	1986	1987	1986	1987	1986	1987
	Année									
Administration provinciale	**13,0r**	**12,8**	**25,9**	**8,4**	**13,4**	**11,9**	**13,5**	**14,4**	**16,3r**	**13,0**
Gouvernement du Québec	12,9r	13,1	25,9	8,4	14,0	11,9	13,5	14,5	16,8r	13,3
Ministères	13,8	14,5	26,7	8,4	14,4	11,9	15,7	16,4	18,3	14,4
Fonds spéciaux	10,2r	7,0	10,0	-	4,3	-	7,9	6,5	9,5r	6,9
Institutions publiques d'éducation	14,0r	12,3	-	-	7,0	-	-	10,0	13,4r	12,1
Commissions scolaires	12,6	12,3	-	-	-	-	-	10,0	12,6	12,0
Cégeps	15,5	11,5	-	-	-	-	-	-	15,5	11,5
Universités	16,6r	16,5	-	-	7,0	-	-	-	13,4r	16,5
Institutions publiques de santé et de services sociaux	8,4r	10,5	-	-	-	-	-	-	8,4r	10,5
Administrations locales	**8,6**	**7,0**	**-**	**5,0**	**9,9**	**7,3**	**9,0**	**7,0**	**9,0**	**7,1**
Municipalités locales	7,1	7,0	-	5,0	9,8	6,7	9,0	7,0	7,7	6,9
Communautés urbaines et régionales	21,6	5,0	-	-	10,0	10,0	-	-	14,2	9,2
Entreprises publiques	**7,0**	**12,6**	**77,5**	**22,6**	**12,5**	**11,9**	**8,0**	**7,6**	**31,5**	**15,3**
Hydro-Québec	6,8	15,3	95,6	23,2	12,5	11,9	8,0	7,6	36,5	16,7
Autres	8,0	4,9	4,5	1,7	-	-	-	-	6,3	4,6
Entreprises publiques de transport en commun	7,4	5,7	-	-	-	-	-	-	7,4	5,7
Total	**10,9r**	**11,5**	**43,6**	**22,4**	**12,2**	**10,5**	**12,6**	**12,6**	**18,8r**	**12,5**

1. Incluant les euro-canadiens.

Tableau 8
Coût réel moyen pondéré des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, janvier-décembre 1987

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				%		
1	**Monnaie canadienne**	**9,439**	**9,105**	**9,087**	**9,153**	**8,918**
2	Administrations publiques	9,420	9,074	9,068	9,153	8,917
3	Administration provinciale	9,324	9,025	9,070	9,205	8,460
4	Gouvernement du Québec	9,301	8,909	8,870	9,249	8,319
5	Ministères	9,100	8,905	8,868	9,208	8,914
6	Fonds spéciaux	9,666	9,658	8,855	10,713	8,312
7	Institutions publiques d'éducation	-	9,547	9,213	9,110	9,706
8	Commissions scolaires	-	9,366	9,290	9,110	9,706
9	Cégeps	-	9,327	9,184	-	-
10	Universités	-	9,709	8,970	-	-
11	Institutions publiques de santé et de services sociaux	9,670	9,670	9,340	-	-
12	Administrations locales	9,595	9,345	9,236	9,049	9,665
13	Municipalités locales	9,595	9,345	9,236	9,049	9,665
14	Communautés urbaines et régionales	-	-	-	-	-
15	Entreprises publiques	9,923	9,155	9,046	-	8,965
16	Entreprises provinciales	-	9,159	9,046	-	-
17	Hydro-Québec	-	9,159	-	-	-
18	Autres	-	-	9,046	-	-
19	Entreprises publiques de transport en commun	9,923	9,079	-	-	8,965
20	**Monnaie américaine**	**6,365**	-	**6,813**	-	-
21	Gouvernement du Québec	-	-	-	-	-
22	Ministères	-	-	-	-	-
23	Fonds spéciaux	-	-	-	-	-
24	Entreprises provinciales	6,365	-	6,813	-	-
25	Hydro-Québec	6,365	-	-	-	-
26	Autres	-	-	6,813	-	-
27	**Monnaies européennes**[1]	**8,715**	**8,854**	-	**7,547**	**5,275**
28	Administrations publiques	8,715	-	-	5,849	-
29	Ministères	8,715	-	-	5,849	-
30	Administrations locales	-	8,854	-	8,833	-
31	Municipalité locales	-	8,854	-	9,045	-
32	Communautés urbaines et régionales	-	-	-	8,750	-
33	Hydro-Québec	-	-	-	8,994	5,275
34	**Autres monnaies (Yen)**	-	**7,008**	-	**8,840**	**4,965**
35	Administrations publiques	-	7,008	-	8,840	4,965
36	Gouvernement du Québec	-	7,008	-	-	4,965
37	Ministères	-	-	-	-	4,965
38	Fonds spéciaux	-	7,008	-	-	-
39	Commissions scolaires	-	-	-	8,840	-
40	Municipalités locales	-	-	-	-	-
41	Hydro-Québec	-	-	-	-	-
42	**Total**	**8,779**	**9,012**	**9,058**	**8,106**	**5,933**

1. Incluent les émissions en euro-canadiens.

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total	
			%					
9,425	10,180	10,510	10,866	11,433	10,499	10,907	9,817	1
9,424	10,148	10,508	10,855	11,446	11,436	10,911	9,845	2
9,339	10,300	10,584	10,899	11,452	11,417	10,875	9,688	3
9,184	9,049	10,590	9,079	11,589	11,103	10,223	9,468	4
9,180	9,049	10,577	9,079	11,589	9,558	8,806	9,480	5
11,025	-	10,975	-	-	11,150	10,258	9,411	6
10,181	-	-	10,811	11,348	11,685	11,373	10,237	7
10,181	-	-	10,890	11,172	11,740	11,906	10,240	8
-	-	-	10,750	11,373	11,403	11,150	10,341	9
-	-	-	-	-	-	-	9,621	10
10,140	10,400	10,403	10,999	11,001	11,870	11,712	10,233	11
10,135	10,104	10,336	10,833	11,427	11,462	10,948	10,289	12
10,135	10,104	10,338	10,833	11,427	11,462	10,948	10,282	13
-	-	10,320	-	11,428	-	-	10,755	14
10,011	10,192	10,728	11,100	9,750	9,350	10,884	9,701	15
-	10,192	-	11,100	9,750	9,350	10,879	9,702	16
-	10,211	-	-	-	-	10,879	9,798	17
-	8,600	-	11,100	9,750	9,350	-	9,369	18
10,011	-	10,728	-	-	-	10,920	9,672	19
7,891	7,938	8,625	7,313	10,912	9,572	9,750	9,808	20
7,625	-	-	7,313	-	-	8,000	7,547	21
7,625	-	-	7,313	-	-	8,000	7,547	22
-	-	-	-	-	-	-	-	23
7,937	-	-	-	10,919	9,572	9,760	9,824	24
-	-	-	-	10,919	9,572	9,760	9,887	25
7,937	-	-	-	-	-	-	7,537	26
8,497	4,939	-	-	10,290	-	-	7,466	27
-	4,939	-	-	-	-	-	6,350	28
-	4,939	-	-	-	-	-	6,350	29
8,497	-	-	-	10,290	-	-	9,083	30
8,497	-	-	-	10,290	-	-	9,106	31
-	-	-	-	-	-	-	8,750	32
-	-	-	-	-	-	-	7,581	33
4,841	9,900	-	11,121	5,700	-	-	5,998	34
-	9,900	-	11,240	5,700	-	-	6,032	35
-	9,900	-	11,240	5,700	-	-	5,896	36
-	-	-	-	5,700	-	-	5,074	37
-	9,900	-	11,240	-	-	-	9,590	38
-	-	-	-	-	-	-	8,840	39
-	-	-	11,050	-	-	-	11,050	40
4,841	-	-	-	-	-	-	4,841	41
8,479	8,873	10,507	10,946	10,448	10,323	10,715	8,888	42

Tableau 9
Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme du gouvernement du Québec, janvier-décembre 1987

		En monnaie canadienne				
		Au marché				
		Privé	Public			Total au marché (Moyenne pondérée)
		Banques et autres	Obligations d'épargnes[1]	Autres	Total public	
	Janvier					
1	Coût réel %	9,32	8,09	-	8,09	9,30
2	Durée (année)	8,66	10,00	-	10,00	8,68
	Février					
3	Coût réel %	9,64	8,09	8,93	8,93	8,93
4	Durée (année)	5,00	10,00	18,16	18,13	18,04
	Mars					
5	Coût réel %	8,87	8,09	-	8,09	8,87
6	Durée (année)	8,51	10,00	-	10,00	8,52
	Avril					
7	Coût réel %	10,71	8,09	-	8,09	10,03
8	Durée (année)	6,97	10,00	-	10,00	7,76
	Mai					
9	Coût réel %	8,31	8,09	-	8,09	8,31
10	Durée (année)	5,00	10,00	-	10,00	5,02
	Juin					
11	Coût réel %	11,03	8,81	-	8,81	8,81
12	Durée (année)	5,00	10,00	-	10,00	9,99
	Juillet					
13	Coût réel %	-	8,81	-	8,81	8,81
14	Durée (année)	-	10,00	-	10,00	10,00
	Août					
15	Coût réel %	10,98	8,81	-	8,81	10,64
16	Durée (année)	1,00	10,00	-	10,00	2,41
	Septembre					
17	Coût réel %	-	8,81	-	8,81	8,81
18	Durée (année)	-	10,00	-	10,00	10,00
	Octobre					
19	Coût réel %	-	8,81	-	8,81	8,81
20	Durée (année)	-	10,00	-	10,00	10,00
	Novembre					
21	Coût réel %	-	8,81	10,31	10,26	10,26
22	Durée (année)	-	10,00	20,00	19,63	19,63
	Décembre					
23	Coût réel %	9,90	8,81	11,10	10,54	9,98
24	Durée (année)	5,00	10,00	4,00	5,46	5,06
	Moyenne annuelle pondérée					
25	**Coût réel %**	**8,97**	**8,80**	**9,11**	**8,91**	**8,93**
26	**Durée (année)**	**7,15**	**10,00**	**18,10**	**12,77**	**10,83**

1. Incluant les portions de l'émission 1986 encaissées en 1987.

En monnaie canadienne			Total					Moyenne générale pondérée	
Hors-marché									
Gouvernement du Canada (RPC)	Caisse de dépôt et placement	Total hors marché (Moyenne pondérée)	Monnaie canadienne	Euro-canadienne	Monnaie américaine	Monnaies européennes	Autres monnaies		
-	-	-	9,30	8,72	-	-	-	8,92	1
-	-	-	8,68	10,00	-	-	-	9,54	2
9,25	8,83	8,83	8,91	-	-	-	7,01	8,75	3
20,00	15,00	15,00	17,35	-	-	-	10,00	16,73	4
9,04	-	9,04	8,87	-	-	-	-	8,87	5
20,00	-	20,00	8,57	-	-	-	-	8,57	6
9,12	9,22	9,22	9,25	-	-	5,85	-	6,96	7
20,00	17,10	17,12	16,78	-	-	10,00	-	12,21	8
9,13	-	9,13	8,32	-	-	-	4,96	5,51	9
20,00	-	20,00	5,18	-	-	-	17,48	15,48	10
9,88	10,32	10,31	9,18	-	7,63	-	-	9,18	11
20,00	18,57	18,58	12,11	-	8,50	-	-	12,10	12
9,83	-	9,83	9,05	-	-	4,94	9,90	6,65	13
20,00	-	20,00	12,37	-	-	16,00	5,89	12,56	14
9,72	10,59	10,59	10,59	-	-	-	-	10,59	15
20,00	17,40	17,40	16,82	-	-	-	-	16,87	16
10,42	-	10,42	9,08	-	7,31	-	11,24	10,98	17
20,00	-	20,00	11,69	-	8,50	-	5,00	5,41	18
10,79	11,61	11,61	11,59	-	-	-	5,70	9,25	19
20,00	18,97	18,97	18,90	-	-	-	10,00	15,36	20
11,07	12,12	12,10	11,10	-	-	-	-	11,10	21
20,00	7,00	7,28	13,96	-	-	-	-	13,96	22
-	11,18	11,18	10,22	-	8,00	-	-	10,21	23
-	7,00	7,00	5,45	-	8,00	-	-	5,46	24
9,66	**10,42**	**10,42**	**9,47**	**8,72**	**7,55**	**5,44**	**5,90**	**8,09**	**25**
20,00	**17,17**	**17,19**	**13,13**	**10,00**	**8,38**	**12,68**	**14,58**	**13,29**	**26**

Tableau 10
Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme des administrations locales, Québec, janvier-décembre 1987

	Monnaie					Moyenne générale pondérée
	Canadienne	Euro-canadienne	Américaine	Européennes	Autres	
Janvier						
Coût réel %	9,59	-	-	-	-	9,59
Durée (année)	9,03	-	-	-	-	9,03
Février						
Coût réel %	9,34	8,85	-	-	-	9,08
Durée (année)	8,31	10,00	-	-	-	9,22
Mars						
Coût réel %	9,24	-	-	-	-	9,24
Durée (année)	7,63	-	-	-	-	7,63
Avril						
Coût réel %	9,05	8,85	-	-	-	8,93
Durée (année)	7,22	10,00	-	-	-	8,89
Mai						
Coût réel %	9,67	-	-	-	-	9,67
Durée (année)	6,79	-	-	-	-	6,79
Juin						
Coût réel %	10,14	9,82	-	7,38	-	9,33
Durée (année)	7,32	5,00	-	5,00	-	6,17
Juillet						
Coût réel %	10,10	-	7,94	-	-	10,09
Durée (année)	7,12	-	5,00	-	-	7,11
Août						
Coût réel %	10,34	-	8,63	-	-	10,33
Durée (année)	7,44	-	5,00	-	-	7,42
Septembre						
Coût réel %	10,83	-	-	-	11,05	10,92
Durée (année)	7,04	-	-	-	7,00	7,03
Octobre						
Coût réel %	11,43	10,29	9,63	-	-	10,88
Durée (année)	7,26	5,00	5,00	-	-	5,24
Novembre						
Coût réel %	11,46	-	-	-	-	11,46
Durée (année)	5,47	-	-	-	-	5,47
Décembre						
Coût réel %	10,95	-	-	-	-	10,95
Durée (année)	5,42	-	-	-	-	5,42
Moyenne annuelle pondérée						
Coût réel %	**10,29**	**9,31**	**9,08**	**7,38**	**11,05**	**9,98**
Durée (année)	**6,97**	**7,73**	**5,00**	**5,00**	**7,00**	**7,06**

Tableau 11
Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier-décembre 1987

	Monnaie					Moyenne générale pondérée
	Canadienne	Euro-canadienne	Américaine	Européennes	Autres	
Janvier						
Coût réel %	-	-	8,37	-	-	8,37
Durée (année)	-	-	40,0	-	-	40,0
Février						
Coût réel %	9,16	-	-	-	-	9,16
Durée (année)	11,9	-	-	-	-	11,9
Mars						
Coût réel %	-	-	-	-	-	-
Durée (année)	-	-	-	-	-	-
Avril						
Coût réel %	-	8,99	-	-	-	8,99
Durée (année)	-	10,0	-	-	-	10,0
Mai						
Coût réel %	-	-	-	5,28	-	5,28
Durée (année)	-	-	-	15,0	-	15,0
Juin						
Coût réel %	-	-	-	-	4,84	4,84
Durée (année)	-	-	-	-	7,6	7,6
Juillet						
Coût réel %	10,21	-	-	-	-	10,21
Durée (année)	19,5	-	-	-	-	19,5
Août						
Coût réel %	-	-	-	-	-	-
Durée (année)	-	-	-	-	-	-
Septembre						
Coût réel %	-	-	-	-	-	-
Durée (année)	-	-	-	-	-	-
Octobre						
Coût réel %	-	-	10,92	-	-	10,92
Durée (année)	-	-	20,0	-	-	20,0
Novembre						
Coût réel %	-	-	9,57	-	-	9,57
Durée (année)	-	-	7,6	-	-	7,6
Décembre						
Coût réel %	10,88	-	9,76	-	-	10,23
Durée (année)	7,7	-	10,0	-	-	9,0
Moyenne annuelle pondérée						
Coût réel %	**9,80**	**8,99**	**9,89**	**5,28**	**4,84**	**8,88**
Durée (année)	**15,3**	**10,0**	**23,2**	**15,0**	**7,6**	**16,7**

Tableau 12
Coût réel moyen et durée moyenne pondérés des emprunts à long terme des commissions scolaires, Québec, janvier-décembre 1987

	Monnaie					Moyenne générale pondérée
	Canadienne	Euro-canadienne	Américaine	Européennes	Autres	
Janvier						
Coût réel %	-	-	-	-	-	-
Durée (année)	-	-	-	-	-	-
Février						
Coût réel %	9,37	-	-	-	-	9,37
Durée (année)	6,8	-	-	-	-	6,8
Mars						
Coût réel %	9,29	-	-	-	-	9,29
Durée (année)	10,3	-	-	-	-	10,3
Avril						
Coût réel %	9,11	-	-	-	8,84	8,99
Durée (année)	8,4	-	-	-	10,0	9,1
Mai						
Coût réel %	9,71	-	-	-	-	9,71
Durée (année)	12,3	-	-	-	-	12,3
Juin						
Coût réel %	10,18	-	-	-	-	10,18
Durée (année)	15,1	-	-	-	-	15,1
Juillet						
Coût réel %	-	-	-	-	-	-
Durée (année)	-	-	-	-	-	-
Août						
Coût réel %	-	-	-	-	-	-
Durée (année)	-	-	-	-	-	-
Septembre						
Coût réel %	10,89	-	-	-	-	10,89
Durée (année)	5,0	-	-	-	-	5,0
Octobre						
Coût réel %	11,17	-	-	-	-	11,17
Durée (année)	12,6	-	-	-	-	12,6
Novembre						
Coût réel %	11,74	-	-	-	-	11,74
Durée (année)	7,8	-	-	-	-	7,8
Décembre						
Coût réel %	11,91	-	-	-	-	11,91
Durée (année)	23,1	-	-	-	-	23,1
Moyenne annuelle pondérée						
Coût réel %	**10,24**	-	-	-	**8,84**	**10,09**
Durée (année)	**12,3**	-	-	-	**10,0**	**12,0**

Tableau 13
Valeur mensuelle des emprunts à long terme des administrations locales, Québec, janvier-décembre 1987

	Monnaie[1]					Total général
	Canadienne	Euro-canadienne	Américaine	Européennes	Autres	
			000 $			
Janvier	47 120	-	-	-	-	47 120
Février	73 584	85 000	-	-	-	158 584
Mars	48 895	-	-	-	-	48 895
Avril	76 289	115 000	-	-	-	191 289
Mai	75 895	-	-	-	-	75 895
Juin	99 829	44 500	-	52 605	-	196 934
Juillet	98 238	-	699	-	-	98 937
Août	83 952	-	401	-	-	84 353
Septembre	70 587	-	-	-	50 000	120 587
Octobre	78 302	70 000	1 778	-	-	150 080
Novembre	88 297	-	-	-	-	88 297
Décembre	142 292	-	-	-	-	142 292
Total	**985 280**	**314 500**	**2 878**	**52 605**	**50 000**	**1 403 263**

1. Exprimé en dollars canadiens.

Tableau 14
Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon l'emprunteur, janvier-décembre 1987

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				'000 $		
1	**Administrations publiques**	**282 160**	**587 401**	**451 852**	**600 552**	**774 064**
2	Administration provinciale	235 040	428 817	402 957	409 263	698 169
3	Gouvernement du Québec	229 840	357 642	192 647	320 913	685 579
4	Ministères	201 465	326 042	101 847	318 082	575 579
5	Monnaie canadienne	51 465	326 042	101 847	101 643	1 649
6	Monnaie américaine	-	-	-	-	-
7	Monnaies européennes	150 000	-	-	216 439	-
8	Autres monnaies	-	-	-	-	573 930
9	Fonds spéciaux	28 375	31 600	90 800	2 831	110 000
10	Monnaie canadienne	28 375	1 600	90 800	2 831	110 000
11	Autres monnaies	-	30 000	-	-	-
12	Institutions publiques d'éducation	-	65 750	144 140	88 350	12 590
13	Commissions scolaires	-	8 350	49 640	88 350	12 590
14	Monnaie canadienne	-	8 350	49 640	48 350	12 590
15	Autres monnaies	-	-	-	40 000	-
16	Cégeps	-	20 400	89 500	-	-
17	Universités	-	37 000	5 000	-	-
18	Institutions publiques de santé et de services sociaux	5 200	5 425	66 170	-	-
19	Administrations locales	47 120	158 584	48 895	191 289	75 895
20	Municipalités locales	47 120	158 584	48 895	116 289	75 895
21	Monnaie canadienne	47 120	73 584	48 895	76 289	75 895
22	Monnaie américaine	-	-	-	-	-
23	Monnaies européennes	-	85 000	-	40 000	-
24	Autres monnaies	-	-	-	-	-
25	Communautés urbaines et régionales	-	-	-	75 000	-
26	Monnaie canadienne	-	-	-	-	-
27	Monnaies européennes	-	-	-	75 000	-
28	**Entreprises publiques**	**200 981**	**309 549**	**17 569**	**150 000**	**98 192**
29	Entreprises provinciales	195 866	295 000	17 569	150 000	91 861
30	Hydro-Québec	195 866	295 000	-	150 000	91 861
31	Monnaie canadienne	-	295 000	-	-	-
32	Monnaie américaine	195 866	-	-	-	-
33	Monnaies européennes	-	-	-	150 000	91 861
34	Autres monnaies	-	-	-	-	-
35	Autres entreprises provinciales	-	-	17 569	-	-
36	Monnaie canadienne	-	-	10 908	-	-
37	Monnaie américaine	-	-	6 661	-	-
38	Entreprises publiques de transport en commun	5 115	14 549	-	-	6 331
39	**Total**	**483 141**	**896 950**	**469 422**	**750 552**	**872 256**

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total	
				'000 $				
1 042 165	**391 497**	**272 811**	**187 270**	**508 660**	**208 363**	**287 167**	**5 583 965**	1
845 231	292 560	188 458	66 683	358 580	120 066	144 875	4 190 702	2
713 796	266 580	182 383	32 733	251 296	55 646	65 820	3 354 878	3
712 196	176 580	176 395	2 733	251 296	1 646	1 985	2 845 847	4
710 083	2 076	176 395	1 299	151 296	1 646	1 610	1 627 053	5
2 114	-	-	1 434	-	-	374	3 922	6
-	174 504	-	-	-	-	-	540 942	7
-	-	-	-	100 000	-	-	673 930	8
1 600	90 000	5 988	30 000	-	54 000	63 836	509 031	9
1 600	-	5 988	-	-	54 000	63 836	359 031	10
-	90 000	-	30 000	-	-	-	150 000	11
128 780	-	-	5 320	79 860	62 970	69 245	657 005	12
128 780	-	-	2 320	9 960	52 370	20 445	372 805	13
128 780	-	-	2 320	9 960	52 370	20 445	332 805	14
-	-	-	-	-	-	-	40 000	15
-	-	-	3 000	69 900	10 600	48 800	242 200	16
-	-	-	-	-	-	-	42 000	17
2 655	25 980	6 075	28 630	27 424	1 450	9 810	178 819	18
196 934	98 937	84 353	120 587	150 080	88 297	142 292	1 403 263	19
196 934	98 937	75 818	120 587	144 560	88 297	142 292	1 314 208	20
99 829	98 238	75 417	70 587	72 782	88 297	142 292	969 225	21
-	699	401	-	1 778	-	-	2 878	22
97 105	-	-	-	70 000	-	-	292 105	23
-	-	-	50 000	-	-	-	50 000	24
-	-	8 535	-	5 520	-	-	89 055	25
-	-	8 535	-	5 520	-	-	14 055	26
-	-	-	-	-	-	-	75 000	27
257 654	**328 800**	**2 718**	**5 000**	**327 250**	**258 725**	**124 718**	**2 081 157**	**28**
255 924	328 800	-	5 000	327 250	258 725	117 919	2 043 915	29
243 860	325 000	-	-	324 550	88 795	117 919	1 832 851	30
-	325 000	-	-	-	-	50 000	670 000	31
-	-	-	-	324 550	88 795	67 919	677 130	32
-	-	-	-	-	-	-	241 861	33
243 860	-	-	-	-	-	-	243 860	34
12 064	3 800	-	5 000	2 700	169 930	-	211 064	35
-	3 800	-	5 000	2 700	169 930	-	192 338	36
12 064	-	-	-	-	-	-	18 726	37
1 730	-	2 718	-	-	-	6 799	37 242	38
1 299 820	**720 297**	**275 529**	**192 270**	**835 910**	**467 088**	**411 885**	**7 675 122**	**39**

Tableau 15
Valeur mensuelle des emprunts à long terme du secteur public québécois selon la monnaie, janvier-décembre 1987

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				'000 $		
1	**Monnaie canadienne**	**137 275**	**781 950**	**462 760**	**229 114**	**206 465**
2	Administrations publiques	132 160	472 401	451 852	229 114	200 134
3	Administration provinciale	85 040	398 817	402 957	152 825	124 239
4	Gouvernement du Québec	79 840	327 642	192 647	104 475	111 649
5	Ministères	51 465	326 042	101 847	101 643	1 649
6	Fonds spéciaux	28 375	1 600	90 800	2 831	110 000
7	Institutions publiques d'éducation	-	65 750	144 140	48 350	12 590
8	Commissions scolaires	-	8 350	49 640	48 350	12 590
9	Cégeps	-	20 400	89 500	-	-
10	Universités	-	37 000	5 000	-	-
11	Institutions publiques de santé et de services sociaux	5 200	5 425	66 170	-	-
12	Administrations locales	47 120	73 584	48 895	76 289	75 895
13	Municipalités locales	47 120	73 584	48 895	76 289	75 895
14	Communautés urbaines et régionales	-	-	-	-	-
15	Entreprises publiques	5 115	309 549	10 908	-	6 331
16	Entreprises provinciales	-	295 000	10 908	-	-
17	Hydro-Québec	-	295 000	-	-	-
18	Autres	-	-	10 908	-	-
19	Entreprises publiques de transport en commun	5 115	14 549	-	-	6 331
20	**Monnaie américaine**	**195 866**	**-**	**6 661**	**-**	**-**
21	Ministères	-	-	-	-	-
22	Municipalités	-	-	-	-	-
23	Entreprises provinciales	195 866	-	6 661	-	-
24	Hydro-Québec	195 866	-	-	-	-
25	Autres	-	-	6 661	-	-
26	**Monnaies européennes[1]**	**150 000**	**85 000**	**-**	**481 439**	**91 861**
27	Administrations publiques	150 000	85 000	-	331 439	-
28	Administration provinciale	150 000	-	-	216 439	-
29	Ministères	150 000	-	-	216 439	-
30	Administrations locales	-	85 000	-	115 000	-
31	Municipalité locales	-	85 000	-	40 000	-
32	Communautés urbaines et régionales	-	-	-	75 000	-
33	Hydro-Québec	-	-	-	150 000	91 861
34	**Autres monnaies (Yen)**	**-**	**30 000**	**-**	**40 000**	**573 930**
35	Administrations publiques	-	30 000	-	40 000	573 930
36	Gouvernement du Québec	-	30 000	-	-	573 930
37	Ministères	-	-	-	-	573 930
38	Fonds spéciaux	-	30 000	-	-	-
39	Commissions scolaires	-	-	-	40 000	-
40	Municipalités locales	-	-	-	-	-
41	Hydro-Québec	-	-	-	-	-
42	**Total**	**483 141**	**896 950**	**469 422**	**750 552**	**872 256**

1. Incluant les emprunts en euro-canadiens.

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total	
				'000 $				
944 677	**455 094**	**275 128**	**110 836**	**339 582**	**378 293**	**343 582**	**4 664 768**	1
942 947	126 294	272 410	105 836	336 882	208 363	286 793	3 765 188	2
843 118	28 056	188 458	35 249	258 580	120 066	144 501	2 781 908	3
711 683	2 076	182 383	1 299	151 296	55 646	65 446	1 986 084	4
710 083	2 076	176 395	1 299	151 296	1 646	1 610	1 627 053	5
1 600	-	5 988	-	-	54 000	63 836	359 031	6
128 780	-	-	5 320	79 860	62 970	69 245	617 005	7
128 780	-	-	2 320	9 960	52 370	20 445	332 805	8
-	-	-	3 000	69 900	10 600	48 800	242 200	9
-	-	-	-	-	-	-	42 000	10
2 655	25 980	6 075	28 630	27 424	1 450	9 810	178 819	11
99 829	98 238	83 952	70 587	78 302	88 297	142 292	985 280	12
99 829	98 238	75 417	70 587	72 782	88 297	142 292	969 225	13
-	-	8 535	-	5 520	-	-	14 055	14
1 730	328 800	2 718	5 000	2 700	169 930	56 799	899 580	15
-	328 800	-	5 000	2 700	169 930	50 000	862 338	16
-	325 000	-	-	-	-	50 000	670 000	17
-	3 800	-	5 000	2 700	169 930	-	192 338	18
1 730	-	2 718	-	-	-	6 799	37 242	19
14 178	**699**	**401**	**1 434**	**326 328**	**88 795**	**68 293**	**702 656**	**20**
2 114	-	-	1 434	-	-	374	3 922	21
-	699	401	-	1 778	-	-	2 878	22
12 064	-	-	-	324 550	88 795	67 919	695 856	23
-	-	-	-	324 550	88 795	67 919	677 130	24
12 064	-	-	-	-	-	-	18 726	25
97 105	**174 504**	-	-	**70 000**	-	-	**1 149 908**	**26**
97 105	174 504	-	-	70 000	-	-	908 047	27
-	174 504	-	-	-	-	-	540 942	28
-	174 504	-	-	-	-	-	540 942	29
97 105	-	-	-	70 000	-	-	367 105	30
97 105	-	-	-	70 000	-	-	292 105	31
-	-	-	-	-	-	-	75 000	32
-	-	-	-	-	-	-	241 861	33
243 860	**90 000**	-	**80 000**	**100 000**	-	-	**1 157 790**	**34**
-	90 000	-	80 000	100 000	-	-	913 930	35
-	90 000	-	30 000	100 000	-	-	823 930	36
-	-	-	-	100 000	-	-	673 930	37
-	90 000	-	30 000	-	-	-	150 000	38
-	-	-	-	-	-	-	40 000	39
-	-	-	50 000	-	-	-	50 000	40
243 860	-	-	-	-	-	-	243 860	41
1 299 820	**720 297**	**275 529**	**192 270**	**835 910**	**467 088**	**411 885**	**7 675 122**	42

Tableau 16
Valeur mensuelle des emprunts à long terme du gouvernement du Québec selon le mode de vente et la monnaie, janvier-décembre 1987

		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
				'000 $		
1	**Monnaie canadienne**	**79 840**	**327 642**	**192 647**	**104 475**	**111 649**
2	Hors-marché	-	75 060	858	100 646	1 149
3	Gouvernement du Canada (RPC)	-	60	858	646	1 149
4	Caisse de dépôt et placement	-	75 000	-	100 000	-
5	Au marché	79 840	252 582	191 789	3 829	110 500
6	Privé (banques et autres)	78 375	1 600	190 800	2 831	110 000
7	Public	1 465	250 982	989	997	500
8	Obligations d'épargne[1]	1 465	982	989	997	500
9	Autres	-	250 000	-	-	-
10	**Euro-canadienne**	**150 000**	-	-	-	-
11	**Monnaie américaine**	-	-	-	-	-
12	**Monnaies européennes**	-	-	-	**216 439**	-
13	**Autres monnaies (Yen)**	-	**30 000**	-	-	**573 930**
14	**Total**	**229 840**	**357 642**	**192 647**	**320 913**	**685 579**

1. Incluant les portions de l'émission 1986 encaissées en 1987.

Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Total	
			'000 $					
711 683	**2 076**	**182 383**	**1 299**	**181 296**	**55 646**	**65 446**	**1 986 084**	1
176 189	493	175 287	220	150 201	25 547	13 180	718 830	2
1 189	493	287	220	201	547	-	5 650	3
175 000	-	175 000	-	150 000	25 000	13 180	713 180	4
535 494	1 583	7 096	1 079	1 095	30 099	52 266	1 267 254	5
1 600	-	5 988	-	-	-	45 656	436 851	6
533 894	1 583	1 108	1 079	1 095	30 099	6 610	830 403	7
533 894	1 583	1 108	1 079	1 095	1 099	1 610	546 403	8
-	-	-	-	-	29 000	5 000	284 000	9
-	-	-	-	-	-	-	**150 000**	10
2 114	-	-	**1 434**	-	-	**374**	**3 922**	11
-	**174 504**	-	-	-	-	-	**390 942**	12
-	**90 000**	-	**30 000**	**100 000**	-	-	**823 930**	13
713 796	**266 580**	**182 383**	**32 733**	**251 296**	**55 646**	**65 820**	**3 354 878**	14

Tableau 17
Valeur mensuelle des emprunts à long terme des commissions scolaires, Québec, janvier-décembre 1987

	Monnaie[1]					Total général
	Canadienne	Euro-canadienne	Américaine	Européennes	Autres	
	000 $					
Janvier	-	-	-	-	-	-
Février	8 350	-	-	-	-	8 350
Mars	49 640	-	-	-	-	49 640
Avril	48 350	-	-	-	40 000	88 350
Mai	12 590	-	-	-	-	12 590
Juin	128 780	-	-	-	-	128 780
Juillet	-	-	-	-	-	-
Août	-	-	-	-	-	-
Septembre	2 320	-	-	-	-	2 320
Octobre	9 960	-	-	-	-	9 960
Novembre	52 370	-	-	-	-	52 370
Décembre	20 445	-	-	-	-	20 445
Total	**332 805**	-	-	-	**40 000**	**372 805**

1. Exprimé en dollars canadiens.

Tableau 18
Détail des emprunts à long terme des ministères, janvier-décembre 1987

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Créancier[2]
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Janvier	15	96-09-02	9,6	50 000	9,00	99,13	9,130	Privé
	29	97-01-29	10,0	150 000 (EURO-CAN)	9,00 A	100,63	8,715	Devises étrangères
	303	96-06-01	10,0	1 465	8,25 A	100,00	8,087	O.E.Q.
Février	03	2007-02-03	20,0	60	9,25	100,00	9,250	R.P.C.
	10	97-02-10	10,0	164 000	8,50	98,83	8,670	C.D.P.Q. (50 000) Public (114 000)
	10	2012-02-10	25,0	161 000	9,00	98,49	9,150	C.D.P.Q. (25 000) Public (136 000)
	283	96-06-01	10,0	982	8,25 A	100,00	8,087	O.E.Q.
Mars	02	2007-03-02	20,0	858	9,04	100,00	9,040	R.P.C.
	13	97-02-10	9,9	100 000	8,50	97,50	8,890	Privé
	313	96-06-01	10,0	989	8,25 A	100,00	8,087	O.E.Q.
Avril	01	97-04-01	10,0	216 439 (DM 300 000)	6,00 A	100,50	5,849	Devises étrangères
	08	2007-04-01	20,0	646	9,12	100,00	9,120	R.P.C.
	23	2011-09-02	24,4	50 000	9,50	98,88	9,610	C.D.P.Q.
	23	97-02-10	9,8	50 000	8,50	97,83	8,830	C.D.P.Q.
	303	96-06-01	10,0	997	8,25 A	100,00	8,087	O.E.Q.
Mai	01	2007-05-01	20,0	1 149	9,13	100,00	9,130	R.P.C.
	07	97-05-07	10,0	287 700 (YJ 30 000 000)	5,00 A	102,50	4,631	Devises étrangères
	25	2012-05-25	25,0	286 230 (YJ 30 000 000)	5,30	100,00	5,300	Devises étrangères
	313	96-06-01	10,0	500	8,25 A	100,00	8,087	O.E.Q.
Juin	01	95-12-04	8,5	2 114 (US 1 580)	7,63	100,00	7,625	Devises étrangères
	01	2007-06-01	20,0	1 189	9,88	100,00	9,880	R.P.C.
	01	97-06-01	10,0	533 894	9,00 A	100,00	8,806	O.E.Q.
	04	97-06-04	10,0	75 000	10,00	99,87	10,030	C.D.P.Q.
	04	2012-06-04	25,0	100 000	10,50	99,65	10,530	C.D.P.Q.
Juillet	02	2007-07-02	20,0	493	9,83	100,00	9,830	R.P.C.
	15	2003-07-15	16,0	174 504 (FS 200 000)	5,00 A	100,00	4,939	Devises étrangères
	314	97-06-01	10,0	1 583	9,00 A	100,00	8,806	O.E.Q.
Août	04	2007-08-04	20,0	287	9,72	100,00	9,720	R.P.C.
	13	97-06-04	9,8	50 000	10,00	97,99	10,330	C.D.P.Q.
	13	90-07-31	3,0	25 000	10,50	101,27	9,930	C.D.P.Q.
	13	2012-06-04	24,8	100 000	10,50	96,88	10,870	C.D.P.Q.
	314	97-06-01	10,0	1 108	9,00 A	100,00	8,806	O.E.Q.
Septembre	01	2007-09-01	20,0	220	10,42	100,00	10,420	R.P.C.
	01	95-12-04	8,3	1 434 (US 1 088)	7,31	100,00	7,313	Devises étrangères
	304	97-06-01	10,0	1 079	9,00 A	100,00	8,806	O.E.Q.
Octobre	01	2007-10-01	20,0	201	10,79	100,00	10,790	R.P.C.
	09	2012-10-09	25,0	100 000	11,88	99,80	11,890	C.D.P.Q.
	09	98-07-31	10,8	25 000	10,75	96,88	11,250	C.D.P.Q.
	09	90-10-03	3,0	25 000	10,75	99,75	10,850	C.D.P.Q.
	27	93-10-27	10,0	100 000 (YJ 11 130 000)	5,70	100,00	5,700	Devises étrangères
	314	97-06-01	10,0	1 096	9,00 A	100,00	8,806	O.E.Q.
Novembre	02	2007-11-02	20,0	547	11,07	100,00	11,070	R.P.C.
	304	97-06-01	10,0	1 099	9,00 A	100,00	8,806	O.E.Q.

Tableau 18 (suite)
Détail des emprunts à long terme des ministères, janvier-décembre 1987

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Créancier[2]
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Décembre	01	95-12-04	8,0	374 (US 285)	8,00	100,00	8,000	Devises étrangères
	314	97-06-01	10,0	1 610	9,00 A	100,00	8,806	O.E.Q.
Total			**14,45**	**2 845 847**	**7,825**	**99,825**	**7,8395**	

A Coupon annuel.
1. En dollars canadiens.
2. R.P.C.: Régime de pensions du Canada.
C.D.P.Q.: Caisse de dépôt et placement du Québec.
O.E.Q.: Obligations d'épargne du Québec.
3. Portion de l'émission 1986 encaissée en 1987.
4. Portion de l'émission 1987 encaissée ce mois.
5. Moyenne pondérée.

Tableau 19
Détail des emprunts à long terme des fonds spéciaux, janvier-décembre 1987

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Emprunteur[2]
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Janvier	07	94-01-07	7,0	28 375	9,90 A	100,00	9,666	Corporation d'hébergement[3]
Février	06	97-02-06	10,0	19 500 (YJ 2 200 000)	6,00	100,00	6,000	SQAE
	06	97-02-06	10,0	10 500 (YJ 1 190 000)	8,88	100,00	8,880	SDI
	19	92-02-19	5,0	1 600	9,64	100,00	9,638	SHQ
Mars	23	92-03-23	5,0	800	9,38	100,00	9,378	SHQ
	24	94-03-24	7,0	90 000	8,85	100,00	8,850	SHQ
Avril	01	92-03-31	5,0	1 716	11,00 A	100,00	10,713	Radio-Québec
	01	97-03-31	10,0	1 115	11,00 A	100,00	10,713	Radio-Québec
Mai	15	92-05-15	5,0	110 000	8,25	99,75	8,312	SDI
Juin	01	92-06-01	5,0	1 600	11,03	100,00	11,02[illegible]	SHQ
Juillet	27	94-07-27	7,0	40 000 (YJ 4 350 000)	9,80	100,00	9,800	SIQ
	30	92-07-[illegible]	5,0	50 000 (YJ 5 740 000)	9,98	100,00	9,980	SQAE
Août	01	88-08-01	1,0	5 988	10,98	100,00	10,975	SHQ
Septembre	30	92-09-30	5,0	30 000 (YJ 3 278 000)	11,24	100,00	11,240	SIQ
Novembre	25	94-11-25	7,0	25 000	12,00	99,44	12,120	Corporation d'hébergement
	30	2007-11-30	20,0	29 000	10,13	99,30	10,311	Corporation d'hébergement
Décembre	03	92-12-03	5,0	45 656	9,90	100,00	9,900	SHQ
	22	94-12-22	7,0	13 180	11,00	99,14	11,180	Corporation d'hébergement
	23	91-12-23	4,0	5 000	11,00	99,70	11,100	Corporation d'hébergement
Total			**6,9[4]**	**509 031**	**9,43[4]**	**99,85[4]**	**9,463[4]**	

A Coupon annuel.
1. En dollars canadiens.
2. SQAE: Société québécoise d'assainissement des eaux.
SDI: Société de développement industriel du Québec.
SHQ: Société d'habitation du québec.
SIQ: Société immobilière du Québec.
3. Certains organismes incluent la corporation d'hébergement dans les institutions publiques de santé et de services sociaux, entre autres le ministère des Finances du Québec.
4. Moyenne pondérée.

Tableau 20
Détail des emprunts à long terme des cégeps, Québec, janvier-décembre 1987

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt[2]	Prix à l'emprunteur[2]	Coût réel[2]	Emprunteur
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Février	20	2007-02-20	20,0	2 500	9,25	99,63	9,310	Cégep St-Jean-sur-Richelieu
	20	2007-02-20	20,0	3 000	9,25	99,63	9,310	Cégep de Joliette-De Lanaudière
	24	97-02-24	10,0	4 500	9,08	98,49	9,413	Cégep Bois-de-Boulogne
	25	97-02-25	10,0	5 000	9,13	98,67	9,396	Cégep Montmorency
	26	95-12-01	8,8	3 000	9,00	98,71	9,210	Cégep Lionel-Groulx
	26	95-12-01	8,8	2 400	9,00	98,71	9,210	Cégep de Saint-Jérôme
Mars	02	92-03-02	5,0	4 500	8,50	98,44	8,900	Cégep de Trois-Rivières
	02	92-03-02	5,0	3 500	8,50	98,44	8,900	Cégep F.X. Garneau
	02	92-03-02	5,0	9 400	8,50	98,44	8,900	Cégep de Vanier
	04	2007-03-04	20,0	3 000	8,75	98,55	8,970	Cégep de Granby
	05	92-12-05	5,8	3 000	9,00	99,16	9,190	Cégep de Valleyfield
	05	97-03-05	10,0	6 500	9,25	98,25	9,530	Cégep Ahuntsic
	06	97-03-06	10,0	6 000	9,00	97,60	9,380	Cégep de la Gaspésie et des Îles
	10	97-03-10	10,0	12 000	9,25	98,04	9,400	Cégep Édouard-Montpetit
	24	95-03-24	8,0	8 000	9,25	99,45	9,350	Collège Dawson
	24	97-03-24	10,0	4 000	9,38	99,73	9,425	Cégep du Vieux-Montréal
	24	97-03-24	10,0	8 000	9,50	100,00	9,500	Collège Régional de Champlain
	24	94-03-24	7,0	2 600	9,25	98,115	9,630	Cégep de Rosemont
	30	2004-03-30	17,0	13 000	8,85	100,00	8,850	Cégep de Saint-Laurent
	30	2007-03-30	20,0	3 000	8,75	99,625	8,84	Cégep de Lévis-Lauzon
	30	2007-03-30	20,0	3 000	8,75	99,625	8,84	Cégep de Victoriaville
Septembre	30	92-09-30	5,0	3 000	10,25	98,11	10,750	Cégep Lionel-Groulx
Octobre	06	96-10-06	9,0	2 500	10,85	99,39	10,982	Cégep de Rimouski
	06	97-10-06	10,0	6 500	10,47	98,05	10,918	Cégep de Rosemont
	15	91-04-15	3,5	4 500	10,75	99,20	11,030	Cégep Édouard-Montpetit
	15	92-05-15	4,6	5 000	10,75	99,08	11,010	Cégep du Vieux-Montréal
	15	92-10-15	5,0	3 500	10,50	97,15	11,260	Cégep de Victoriaville
	15	92-10-15	5,0	1 000	10,50	97,15	11,260	Cégep St-Jean-sur-Richelieu
	15	2017-10-15	30,0	17 000	11,43	98,39	11,671	Cégep de Drummondville
	20	92-10-20	5,0	2 000	10,50	96,75	11,370	Cégep Montmorency
	20	92-10-21	5,0	1 500	10,50	96,75	11,370	Cégep de St-Hyacinthe
	20	97-10-20	10,0	6 500	10,70	97,38	11,313	Cégep de Limoilou
	22	92-10-22	5,0	3 900	10,50	96,05	11,360	Cégep de Saint-Laurent
	22	94-10-22	7,0	1 500	11,00	97,00	11,640	Cégep de Trois-Rivières
	23	92-10-23	5,0	4 000	10,50	96,05	11,360	Cégep de l'Outaouais
	23	92-10-23	5,0	2 500	10,50	96,05	11,360	Cégep de Lévis-Lauzon
	23	2012-10-23	25,0	5 000	11,50	98,42	11,700	Collège Régional de Champlain
	27	2002-10-27	15,0	3 000	11,00	99,63	11,100	Cégep de Rivière-du-Loup
Novembre	03	92-11-03	5,0	3 900	10,50	96,20	11,520	Cégep de la Gaspésie et des Îles
	04	92-11-04	5,0	3 700	10,50	96,40	11,470	Cégep de Sherbrooke
	23	92-11-23	5,0	3 000	10,50	97,50	11,170	Cégep de Sorel-Tracy
Décembre	01	92-12-01	5,0	5 000	10,00	98,05	10,510	Cégep de Sainte-Foy
	02	92-12-02	5,0	9 000	10,00	97,69	10,608	Cégep de la Région de l'Amiante
	08	97-12-08	10,0	6 000	10,17	97,30	10,658	Cégep de Maisonneuve
	22	92-12-22	5,0	7 000	11,00	99,92	11,020	Cégep de Vanier
	22	92-12-22	5,0	4 200	11,00	99,92	11,020	Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue
	22	2007-12-22	20,0	1 600	11,75	98,87	11,900	Cégep Bois-de-Boulogne
	22	2007-12-22	20,0	16 000	11,67	98,67	11,854	Cégep John Abbott
Total			**11,53**	**242 200**	**10,01[3]**	**98,51[3]**	**10,34[3]**	

1. En dollars canadiens.
2. Moyenne pondérée dans le cas d'émissions en plusieurs tranches.
3. Moyenne pondérée.

Tableau 21
Détail des emprunts à long terme des institutions publiques de santé et de services sociaux, Québec, janvier-décembre 1987

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt[2]	Prix à l'emprunteur[2]	Coût réel[2]	Emprunteur
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Janvier	07	94-01-07	7,0	5 200	9,67	100,00	9,670	Corp. Hôpital de Sept-Îles
Février	01	94-01-07	6,9	5 425	9,67	100,00	9,670	C.H. Robert Giffard
Mars	03	2007-03-03	20,0	5 500	9,66	99,66	9,703	Hôtel-Dieu de Lévis
	10	97-03-10	10,0	2 965	9,25	99,04	9,400	C.H. Le Gardeur
	10	97-03-10	10,0	3 350	9,25	99,04	9,400	C.H. de Chandler
	10	97-03-10	10,0	2 420	9,25	99,04	9,400	Hôpital Gén. Rég. Amiante Inc.
	10	97-03-10	10,0	2 335	9,25	99,04	9,400	C.H. Rouyn-Noranda
	12	96-12-16	9,8	2 575	9,60	99,63	9,660	CLSC St-Louis du Parc
	12	96-12-16	9,8	1 575	9,60	99,63	9,660	Corp. Hôp. Youville Sherb.
	13	96-12-16	9,8	1 800	9,55	99,63	9,610	C.S.S.S. Mtl Métropolitain
	19	96-12-16	9,8	2 250	9,25	98,16	9,540	Hôpital Laval (1975)
	24	97-03-24	10,0	4 550	9,50	100,00	9,500	C.H. de Gatineau
	25	2007-03-25	20,0	6 000	9,00	99,69	9,080	Hôpital Notre-Dame de Charny
	30	92-03-30	5,0	14 615	8,87	98,22	9,211	L'Hôpital Sainte-Justine
	30	2004-03-30	17,0	7 385	8,85	100,00	8,850	C.H. Rég. de LaNaudière
	30	2004-03-30	17,0	3 875	8,85	100,00	8,850	C.H. Robert Giffard
	30	2007-03-30	20,0	3 415	9,75	98,19	9,971	Hôpital de l'Enfant-Jésus
	30	2007-03-30	20,0	1 560	9,75	97,06	10,100	C.H. de Bedford
Juin	10	92-06-10	5,0	1 055	9,50	97,32	10,200	C.H. Ste-Marie
	17	92-06-17	5,0	1 600	9,50	97,68	10,100	Hôpital du St-Sacrement
Juillet	14	97-07-14	10,0	1 300	9,75	97,65	10,130	C.H. de Matane
	15	92-07-15	5,0	2 750	9,75	98,25	10,210	Hôpital de l'Enfant-Jésus
	15	92-07-15	5,0	3 250	9,75	98,25	10,210	C.H. Rég. de l'Outaouais
	16	97-07-16	10,0	5 000	9,83	98,26	10,221	Hôpital Gén. de Montréal
	23	97-07-23	10,0	5 000	9,89	97,97	10,290	C.H.U.L
	27	2007-07-27	20,0	2 330	10,75	99,63	10,800	Hôpital Rég. Mauricie
	27	2007-07-27	20,0	1 850	10,75	99,63	10,800	C.H. Jacques Viger
	28	2007-07-28	20,0	2 000	10,50	98,40	10,700	C.H. Gériatrique Maimonides
	29	2007-07-29	20,0	2 500	10,50	98,60	10,670	Centre Santé St-Henri Inc.
Août	20	93-08-20	6,0	1 700	10,25	99,32	10,410	C.H. J. Henri Charbonneau
	25	92-08-25	5,0	4 375	9,75	97,50	10,400	C.H. des Bois-Francs
Septembre	15	92-09-15	5,0	6 400	10,25	97,20	10,990	C.H. Rég. Baie-Comeau
	15	92-09-15	5,0	4 350	10,25	97,10	11,020	Hôpital du Haut-Richelieu
	15	92-09-15	5,0	5 475	10,25	97,20	10,990	Institut Cardiologie Mtl
	22	97-09-22	10,0	1 250	10,75	98,40	11,020	Hôpital Christ-Roi
	22	97-09-22	10,0	1 080	10,75	98,05	11,080	C.H. de Valleyfield
	22	97-09-22	10,0	1 325	10,75	98,40	11,020	Hôpital Ste-Jeanne d'Arc Mtl
	23	97-09-23	10,0	5 900	10,39	98,57	10,733	C.H. de Gatineau
	30	2007-09-30	20,0	1 500	11,25	98,07	11,500	C.H. Portneuf
	30	2007-09-30	20,0	1 350	11,25	98,07	11,500	Centre Santé Témiscamingue
Octobre	01	92-10-01	5,0	1 000	10,25	97,50	10,910	C.H. Georges Frédéric
	01	92-10-01	5,0	2 100	10,25	97,50	10,910	C.H. Laflèche Grand-Mère
	01	92-10-01	5,0	6 650	10,25	97,50	10,910	Hôpital Notre-Dame
	02	97-10-02	10,0	6 875	10,49	97,78	10,971	Hotel-Dieu de Montréal
	02	97-10-02	10,0	9 000	10,50	97,32	11,072	C.H. Pierre-Boucher
	15	92-10-15	5,0	1 799	10,50	97,15	11,260	C.H. de Verdun
Novembre	23	92-11-23	5,0	1 450	11,00	96,80	11,870	L'Hôpital Saint-Luc
Décembre	17	93-12-17	6,0	1 200	10,50	98,71	10,800	C.H. Jonquière
	22	2002-12-22	15,0	5 200	11,75	99,64	11,800	Hôpital de l'Enfant-Jésus
	22	2007-12-22	20,0	3 410	11,75	98,87	11,900	Hôtel-Dieu Roberval
Total			**10,53**	**178 819**	**9,913**	**98,523**	**10,233[3]**	

1. En dollars canadiens.
2. Moyenne pondérée dans le cas d'émissions en plusieurs tranches.
3. Moyenne pondérée.

Tableau 22
Détail des emprunts à long terme des universités, Québec, janvier-décembre 1987

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Emprunteur
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Février	19	92-02-19	5,0	5 000	9,25	98,60	9,610	H.E.C.
	19	97-02-19	7,0	7 000	9,36	98,58	9,665	Université de Sherbrooke
	19	2007-02-19	20,0	25 000	9,41	97,97	9,742	Université de Montréal
Mars	04	2007-03-04	20,0	5 000	8,75	98,55	8,970	Université Laval
Total			**16,52**	**42 000**	**9,312**	**98,212**	**9,6212**	

1. En dollars canadiens.
2. Moyenne pondérée.

Tableau 23
Détail des emprunts à long terme des communautés urbaines et régionales, Québec, janvier-décembre 1987

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt[2]	Prix à l'emprunteur[2]	Coût réel[2]	Emprunteur
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Avril	22	97-04-22	10,0	75 000 (EURO-CAN)	8,875 A	99,53	8,750	CUM
Août	03	92-08-03	5,0	8 535	9,74	97,81	10,320	CRO
Octobre	19	92-10-19	5,0	5 520	10,50	96,54	11,428	CRO
Total			**9,23**	**89 055**	**8,903**	**99,183**	**9,0663**	

A Coupon annuel.
1. En dollars canadiens.
2. Moyenne pondérée des différents taux de l'émission.
3. Moyenne pondérée.

Tableau 24
Détail des emprunts à long terme d'Hydro-Québec, janvier-décembre 1987

	Date		Durée	Valeur nominale		Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel
				$ canadiens	En devises			
	Émission	Échéance	Années	'000 $		%	$	%
Janvier	15	2027-01-15	40,0	195 866[1]	(US 146 300)	8,25	98,68	8,365
Février	02	96-12-02	9,8	100 000		9,25	101,23	9,060
	18	2007-02-18	20,0	60 000		9,75	99,96	9,755
	18	97-02-18	10,0	35 000		9,50	99,97	9,505
	23	96-12-02	9,8	100 000		9,25	103,02	8,780
Avril	21	97-04-21	10,0	150 000	(EURO-CAN)	9,00	98,75	8,994
Mai	25	2002-05-25	15,0	91 861[2]	(FS 100 000)	5,00	96,51	5,275
Juin	01	93-06-01	6,0	143 860	(YJ 15 000 000)	4,63	99,75	4,620
	19	97-06-19	10,0	100 000	(YJ 10 450 000)	5,20	99,81	5,158
Juillet	16	97-07-16	10,0	120 000		9,75	99,34	9,870
	16	2012-07-16	25,0	205 000		10,25	98,86	10,410
Octobre	15	2007-10-15	20,0	324 550	(US 250 000)	10,70	98,23	10,919
Novembre	02	94-11-03	7,0	32 858	(US 25 000)	9,43	99,50	9,529
	05	93-11-08	6,0	2 395	(US 1 800)	9,34	99,50	9,451
	06	97-11-06	10,0	13 194	(US 10 000)	9,81	99,45	9,899
	09	93-11-15	6,0	1 030	(US 780)	9,27	99,50	9,380
	19	94-11-21	7,0	32 765	(US 25 000)	9,38	99,50	9,479
	19	97-11-19	10,0	6 553	(US 5 000)	9,58	99,45	9,667
Décembre	23	97-12-23	10,0	653	(US 500)	9,82	99,45	9,908
	24	97-12-24	10,0	327	(US 250)	9,61	99,45	9,697
	24	97-12-24	10,0	653	(US 500)	9,61	99,45	9,697
	24	94-12-26	7,0	392	(US 300)	9,38	99,50	9,479
	24	97-12-24	10,0	327	(US 250)	9,61	99,45	9,697
	24	97-12-24	10,0	32 678	(US 25 000)	9,71	99,45	9,798
	24	94-12-26	7,0	261	(US 200)	9,38	99,50	9,479
	29	97-12-29	10,0	32 628	(US 25 000)	9,64	99,45	9,727
	29	95-09-25	7,7	50 000		10,75	99,30	10,879
Total			**16,73**	**1 832 851**		**8,823**	**99,233**	**8,879[3]**

1. Émission de 250 millions US dont 103,7 millions US pour fins de renégociation.
2. Émission de 200 millions FS dont 100 millions FS pour fins de renégociation.
3. Moyenne pondérée.

Tableau 25
Détail des emprunts à long terme des entreprises provinciales autres que Hydro-Québec, janvier-décembre 1987

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt	Prix à l'emprunteur	Coût réel	Emprunteur
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Mars	01	92-03-01	5,0	6 608	9,97	100,00	9,970	Société des établissements de plein-air du Québec
	01	92-03-01	5,0	4 300	7,63	100,00	7,625	Société des établissements de plein-air du Québec
	05	88-12-31	1,8	6 661 (US 5 000)	6,81	100,00	6,813	Société générale de financement du Québec
Juin	12	88-12-31	1,6	12 064 (US 9 000)	7,94	100,00	7,938	Société générale de financement du Québec
Juillet[2]	13	90-07-13	3,0	3 800	8,60	100,00	8,600	Société québécoise d'initiatives pétrolières
Septembre	24	92-09-24	5,0	5 000	11,10	100,00	11,100	Régie des installations olympiques
Octobre[2]	30	89-11-30	2,1	2 700	9,75	100,00	9,750	Société québécoise d'exploration minière
Novembre	03	92-11-03	5,0	169 930	9,35	100,00	9,350	Société nationale de l'amiante
Total			**4,6[3]**	**211 064**	**9,21[3]**	**100,00[3]**	**9,207[3]**	

1. En dollars canadiens.
2. Il s'agit d'emprunts de filiales.
3. Moyenne pondérée.

Tableau 26
Détail des emprunts à long terme des entreprises publiques de transport en commun, Québec, janvier-décembre 1987

	Date		Durée	Valeur nominale[1]	Taux d'intérêt[2]	Prix à l'emprunteur[2]	Coût réel[2]	Emprunteur
	Émission	Échéance	Années	'000 $	%	$	%	
Janvier	12	97-01-12	10,0	5 115	9,50	98,65	9,923	Société de transport de la ville de Laval
Février	16	92-02-16	5,0	7 349	8,61	98,91	9,018	Commission de transport de la communauté régionale de l'Outaouais
	23	92-02-23	5,0	7 200	8,58	98,37	9,140	Corporation intermunicipale de transport de la rive-sud de Québec
Mai	04	92-05-04	5,0	6 331	8,31	98,12	8,945	Société de transport de la rive sud de Montréal
Juin	01	92-06-01	5,0	1 730	9,08	97,77	10,011	Corporation métropolitaine de transport Sherbrooke
Août	17	92-08-17	5,0	2 718	9,86	97,37	10,728	Commission de transport de la communauté régionale de l'Outaouais
Décembre	07	92-12-07	5,0	2 266	9,79	97,51	10,715	Corporation métropolitaine de transport Sherbrooke
	21	92-12-21	5,0	4 533	9,97	97,63	11,023	Société de transport de la rive sud de Montréal
Total			**5,73**	**37 242**	**9,033**	**98,233**	**9,6723**	

1. En dollars canadiens.
2. Moyenne pondérée des différents taux de l'émission.
3. Moyenne pondérée.

DÉFINITIONS GÉNÉRALES

Les tableaux portant sur le financement à long terme présentent, pour une année civile, les valeurs nominales annuelles et mensuelles des emprunts bruts à long terme du secteur public québécois, la durée de ces derniers ainsi qu'une estimation du coût réel du capital emprunté.

Les emprunts à long terme comprennent les obligations, les billets d'une durée supérieure ou égale à un an, les emprunts hypothécaires et les emprunts bancaires. Ils incluent aussi les emprunts à titre de crédit-bail, toutefois, nous ne pouvons certifier que tous les emprunts de ce type sont couverts. Ils sont enregistrés à leur date d'émission, c'est-à-dire la date à partir de laquelle les intérêts commencent à courir.

Par monnaie, on entend l'unité avec laquelle on paie l'emprunt. Les emprunts en monnaie étrangère sont convertis en dollars canadiens selon le taux de change en vigueur au moment où ils sont contractés. Lorsque la monnaie n'est pas spécifiée, c'est qu'il s'agit de monnaie canadienne.

Comme l'enquête statistique repose sur les relevés d'emprunts et non sur les rapports de la dette aux divers bilans, il s'ensuit que les emprunts bruts incluent tous les contrats d'emprunts, quel qu'en soit le rôle dans la gestion de la dette. Ainsi, les emprunts du secteur public peuvent inclure des emprunts dont le produit est versé au fonds général ou à des fonds spécifiques d'immobilisation, ou encore au remboursement d'emprunts antérieurs échus. Toutefois, les renégociations d'emprunts, ne sont pas incluses, car elles n'impliquent pas de nouveau montant, mais seulement des modifications aux conditions d'emprunt.

Les emprunts bruts à long terme ne tiennent pas compte des remboursements, des rachats et des annulations. Ils n'expriment donc pas l'accroissement de la dette du secteur public ni l'encaissement net du produit des opérations d'emprunts d'un point de vue de trésorerie. Ils reflètent plutôt la demande de capitaux à long terme.

CONDITIONS INHÉRENTES AUX EMPRUNTS

Les conditions inhérentes aux emprunts sont la durée, le taux d'intérêt, le prix et le coût réel à l'emprunteur. Rappelons que la valeur nominale (ou valeur au pair) représente le capital (ou principal) que l'emprunteur s'engage à rembourser à l'échéance.

La durée (ou terme) désigne la période de l'engagement, soit la période comprise entre la date d'émission et la date d'échéance des emprunts, date à laquelle le principal est remboursé.

Le taux d'intérêt est exprimé en pourcentage de la valeur au pair et fixe simplement le montant des intérêts à verser.

Le prix (ou le cours) dans le cas des obligations est défini comme le prix à l'emprunteur. Si, pour une obligation de 1 000 $, l'emprunteur reçoit 1 000 $, on dira que le prix

est égal à 100 et qu'elle est vendue au pair. Un prix inférieur (ex.: égal à 98) signifie qu'elle est vendue à escompte. Le prix, exprimé lui aussi en pourcentage de la valeur au pair, détermine donc pour l'emprunteur la recette de la vente d'obligations. À noter qu'il s'agit du prix de souscription négocié entre l'organisme public qui émet l'obligation et son courtier, et non le prix auquel le courtier revend celle-ci sur le marché. L'écart entre le prix de souscription et le prix à l'acheteur constitue la rémunération du courtier pour ses services et ses risques de mévente.

Alors qu'une obligation vendue au pair représente un coût égal au taux d'intérêt, celle vendue à escompte, parce qu'elle procure des recettes réduites, coûte effectivement à l'emprunteur plus que le taux d'intérêt, et inversement pour les ventes à prime. De plus, la durée de l'obligation affecte la valeur de remboursement en intérêt et capital.

Le coût réel à l'emprunteur est une mesure du coût du capital emprunté qui tient compte du taux d'intérêt nominal, de la duré et du prix. Le calcul du coût réel s'effectue sur une base semestrielle, c'est-à-dire que les intérêts sont versés deux fois l'an.

Enfin, le coût réel moyen pondéré et la durée moyenne pondérée sont des mesures qui tiennent compte de la valeur des emprunts. Par exemple, pour calculer le coût réel moyen pondéré des emprunts d'un organisme donné pour le mois de janvier, on multiplie pour chaque emprunt de ce mois son coût réel par sa valeur, on additionne les résultats obtenus et on divise par la valeur totale des emprunts de janvier de l'organisme en question.

UNIVERS DE L'ENQUÊTE

Les données de cette publication réfèrent au financement des activités du secteur public québécois, c'est-à-dire des activités sur lesquelles le gouvernement du Québec et les représentants locaux peuvent effectivement exercer leur contrôle, directement ou par délégation de pouvoir.

Ainsi, l'univers du secteur public québécois[1] comprend:

- l'ensemble des organismes appartenant aux divers paliers de gouvernement;

- les organismes à but non lucratif n'appartenant pas à l'État, qui rendent essentiellement des services aux ménages, et qui sont en totalité ou en majeure partie financés et contrôlés par les pouvoirs publics.

Le financement majoritaire sans contrôle n'est pas suffisant pour inclure un organisme à but non lucratif dans le secteur public. Comme il est difficile de déterminer de façon précise ce qu'est le contrôle, nous énumérons une série de critères qui peuvent entrer dans la définition du contrôle par une administration publique. Ces critères sont les suivants:

- financement en totalité ou en partie des opérations courantes par l'administration;

---

1. Bureau de la statistique du Québec, Univers du secteur public au Québec 1987, Québec, 1988.

- financement en totalité ou en majeure partie des investissements par l'administration;

- contrôle des revenus autonomes de l'institution par l'administration;

- approbation des budgets d'opération et d'investissement par l'administration;

- approbation et garantie des emprunts par l'administration;

- création ou abolition du service par l'administration;

- nomination des membres du conseil d'administration ou du personnel d'encadrement par l'administration;

- approbation des règlements par l'administration;

- fixation des directives, des programmes et des activités par l'administration;

- fixation des normes détaillées d'exploitation par l'administration;

- établissement par l'administration des règlements détaillés sur l'organisation et la gestion;

- obligation de rendre compte à l'administration, de se soumettre à des vérifications officielles;

- négociation des conventions collectives par l'administration;

- possibilité de mise en tutelle par l'administration;

- les biens appartiennent à l'administration lors de la liquidité.

Selon la nature de leurs activités, les organismes composant le secteur public se divisent en deux catégories: les administrations publiques et les entreprises publiques. On pourrait résumer en disant que les organismes publics sans but lucratif sont des administrations publiques alors que ceux à but lucratif sont des entreprises publiques.

Un gouvernement est considéré comme propriétaire d'une entreprise quand il détient plus de 50 % du capital-actions ayant droit de vote. Les filiales des entreprises publiques, dans la mesure où plus de 50 % de leur capital-actions appartient à une ou plusieurs entreprises publiques, sont considérées comme des entreprises publiques.

Au Québec, ces organismes publics se retrouvent sous trois paliers de juridiction: fédéral, provincial et local. Afin de couvrir prioritairement les organismes relevant de la compétence québécoise et sur lesquelles le gouvernement du Québec et les représentants locaux peuvent effectivement exercer leur influence, les organismes de juridiction fédérale sont exclus de la présente publication mais ils font partie de "l'univers du secteur public au Québec".

La demande de financement du secteur public québécois est entièrement couverte. La demande de financement des offices municipaux d'habitation est couverte de façon implicite en partie par le biais des emprunts de la Société d'habitation du Québec et en partie par ceux des municipalités.

Quant aux emprunts des municipalités locales, ils regroupent ceux effectués pour les besoins des municipalités et des régies intermunicipales.

De plus, les emprunts des établissements privés de santé et de services sociaux et les institutions

privées à but non lucratif sont exclus du secteur public, ces organismes ne respectant pas les conditions de contrôle effectif.

En terminant, notons que la Corporation d'hébergement du Québec fait partie des fonds spéciaux. Certains organismes, dont le ministère des finances du Québec, l'incluent dans les institutions publiques de santé et de services sociaux. De plus, les filiales des entreprises publiques, ne sont pas compilées par le ministère des finances.